

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 188. — 28 MARS 1964

## LE PROCÈS DE RABAT

par René-William THORP

ancien bâtonnier du barreau de Paris

**L**e procès de Rabat n'est pas clos par le verdict du Tribunal criminel. Il se poursuit devant la Cour suprême saisie du pourvoi. Il aura son épilogue au Palais Royal si la grâce devait rester le recours suprême.

La raison d'Etat ne peut donc encore se prévaloir d'un triomphe définitif. La justice conserve sa chance. Elle lui viendra pour peu que l'y aide cette grande force que constitue, quoique d'ordre non matériel, un courant d'opinion publique.

On l'a vu au Caire lorsque, sous la pression du corps diplomatique unanime, le procès monté contre les diplomates français a dû être interrompu et leur libération ordonnée.

On l'a vu en Grèce quand, grâce à l'intervention massive d'un grand nombre de juristes internationaux représentés au procès par trois d'entre eux, Glezos échappa au châtement suprême et, condamné à 5 ans de prison, fut finalement libéré.

On a commencé à le voir au Maroc où, quelque attentatoires à la justice qu'aient été les condamnations prononcées, dont onze à la peine capitale, le Tribunal criminel n'a pas répondu à l'appel de l'accusation dans un certain nombre d'autres cas. Mais pourquoi ? Sinon parce que l'arbitraire de la poursuite et les sévices exercés par la police ont pu être révélés au grand jour de

*l'opinion ainsi que les atteintes portées au cours des audiences aux droits de la défense.*

Dès l'ouverture des débats, le refus opposé aux accusés en violation flagrante avec la convention judiciaire franco-marocaine de constituer des défenseurs français, ainsi que l'expulsion de la défense algérienne, témoignait d'une mauvaise conscience. Les entraves mises à l'exercice de la défense marocaine, qui la contraignirent à abandonner le prétoire, marquèrent au surplus la volonté délibérée de ne pas laisser se manifester la vérité. Mais celle-ci éclata néanmoins.

Par la voix de la défense et celle des accusés, le procès fut ramené à ses origines policières, le recours à la torture établi, ainsi que la manipulation des enregistrements microphoniques et des pièces à conviction. Il était préférable de ne pas heurter, par une condamnation générale, une opinion publique déjà suffisamment sensibilisée.

Qu'on le veuille ou non, le procès de Rabat fait maintenant figure d'un procès monté, sinon par le pouvoir établi, du moins, comme au Caire, par sa police pour décapiter l'opposition de l'Union des Forces Populaires de ses chefs. Il appartient au pouvoir établi, à l'instant suprême de la grâce, de ne pas se tacher d'un sang qui serait injustement versé et de prouver sa force en renonçant aux moyens de la force.

## ENQUETE

Médecine  
d'aujourd'hui  
et médecine  
de demain

(PAGES 6-7)

## SOCIAL

Grèves : de  
sérieux avertissements  
au pouvoir

(PAGE 4)

## JEUNES

Les problèmes  
d'un "étudiant  
de couleur" à son  
arrivée en France

(PAGE 9)

**TARBES-NORD :**

**Le candidat de « l'Horizon 80 » a failli faire élire un U.N.R.**

CETTE formation (1) (S.F.I.O.+radicaux) qui, des Hautes-Pyrénées, aspirait à s'étendre à tout le pays sous l'emblème du soleil de l'horizon 80, a montré sitôt constituée son vral caractère.

Marcel Billières (S.F.I.) était le candidat sortant de cette « Gauche démocratique » à l'élection cantonale. Il espérait, sous cette étiquette, arriver au premier tour avant le candidat communiste.

Mais Marcel Billières inspirait méfiance à beaucoup d'hommes de gauche et, en particulier, aux électeurs du P.S.U. Notre Fédération avait d'abord discuté de la présentation d'un candidat dans ce canton, mais ne se décida pas en ce sens en raison de l'équivoque qu'elle présentait pour le second tour.

Voulant éprouver l'esprit « gauche » de Marcel Billières, beaucoup d'électeurs P.S.U. votèrent au premier tour pour le candidat communiste afin de voir ce qu'il allait faire s'il était placé après celui-ci.

Le gaulliste devançait de 98 suffrages le candidat du P.C., lequel recueillait 32 voix de plus que l'homme de « l'Horizon 80 ».

Le 15 mars, le communiste fut élu par 103 suffrages d'avance sur « l'incon ». Billières arrivait loin derrière.

**Les voix P.S.U. ont assuré l'élection du communiste**

En effet, si elle avait présenté un candidat, la Fédération des Hautes-Pyrénées pouvait, on le croira aisément, rassembler plus de 32 voix sur son nom. Nous avons de bonnes raisons de penser que le candidat du P.C. ne serait pas arrivé avant Billières au premier tour; celui-ci eût été élu car les communistes se fussent désistés loyalement pour lui. Le masque ne serait point tombé.

**Les leçons du scrutin**

D'abord, ce que nous savions, l'importance de notre parti qui, dans certaines situations, est l'arbitre de la gauche.

Ensuite, des enseignements à tirer par le P.C. qui, dans les Hautes-Pyrénées, faisait confiance exagérée au camarade Billières, malgré l'expérience passée, ainsi qu'aux « camarades radicaux ». Le P.S.U. étant rangé dans la catégorie imprécise « ...et autres républicains ».

Il y a deux mois environ, le P.S.U. n'avait pas été convié à une réunion privée de Jacques Duclos alors que les bistrots d'invitation étaient généreusement distribués à la S.F.I.O. et aux radicaux.

La S.F.I.O. est divisée maintenant, car au second tour des électeurs de

ce parti ont voté communiste, encouragés, dit-on, par tel ou tel maire de commune ouvrière de la banlieue tarbaise.

L'opinion quasi générale considère que Marcel Billières se doit de quitter la scène politique du département dans lequel il a apporté, entend-on dire, « les mœurs marseillaises de son viell ami Gaston ».

Leçon à tirer, surtout, pour l'élection présidentielle.

Le poulain de Gaston Defferre comptait sur les voix modérées anti-gaullistes et sur des voix d'extrême-gauche.

Bien entendu, les unes et les autres lui échappèrent.

Nous avions dit de la « Gauche démocratique » qu'elle était une tempête dans un verre d'eau.

Précisons aujourd'hui : dans un verre d'eau trouble.

(1) Voir Tribune Socialiste du 7 mars.

**Stage national « Entreprises »**

Le prochain stage national « Entreprises » aura lieu du 27 avril au 3 mai, dans la région parisienne.

Programme sommaire :  
— L'entreprise (sa fonction, ses structures, etc.) ;  
— Vie syndicale et politique dans l'entreprise ;  
— Le mouvement ouvrier ;  
— Le P.S.U. dans l'entreprise.

Ce stage comprendra de nombreux travaux pratiques ainsi que la série habituelle de veillées culturelles. Le prix, voyage compris, sera d'environ 70 F.

Les inscriptions sont à adresser dès maintenant au secrétariat national, 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>).

**Où a conduit le « contrat des non » en Seine-et-Oise ?**

Dans un certain nombre de cantons de Seine-et-Oise, on sait que les candidats du P.C. se sont retirés pour laisser la place à un quelconque réactionnaire soi-disant antigauilliste pour faire barrage à l'U.N.R.

Le résultat de cette politique est apparu clairement lors de l'élection du président du Conseil général de Seine-et-Oise : un M.R.P., qui a recueilli toutes les voix des réactionnaires antigauillistes et des U.N.R. contre le candidat de la S.F.I.O. et du P.C. qui, en dehors des voix des conseillers S.F.I.O. et P.C., n'a recueilli que la voix d'un conseiller radical.

Voilà où mène une telle politique ; voilà où elle mènerait si elle était étendue aux prochaines élections municipales ou à des consultations de caractère national.

**Soir de scrutin à Saint-Leu-la-Forêt**

21 heures. On vient d'afficher le résultat de Saint-Leu-Ville : Cyrille Leconte, U.N.R., maire de Saint-Leu, 2.183 voix ; Jean Roger (P.S.U.), 805 voix.

Les services de la mairie, dans la pêche aux abstentionnistes, ont joué à plein : Cyrille, à la tribune de la salle des fêtes, a le visage hilare.

Huit cents personnes dans la salle, venues des cinq villes du canton. Au milieu de cette salle, entourant notre candidat et Jeannette Vanderschooten (candidate communiste du premier tour), on reconnaît, mêlés, des communistes, des socialistes, des P.S.U. qui ont, cette semaine, mené une ardente campagne d'unité au coude à coude. Richard Dartigues (C.P.N. du P.S.U.), arrive de son canton voisin (Montmorency) avec cette information : le candidat U.N.R., Ribière, député, est vaincu. Et voici que, précisément, Ribière fait son entrée dans la salle où, sur l'air des lampions, l'accueillent les cris de : « Ribière est battu ! Ribière est battu ! »

22 heures. Le résultat est enfin proclamé : Leconte (U.N.R.), 5.809 v., élu ; Jean Roger (P.S.U.), 5.284 v. (1). Dans ce nouveau canton, réputé de droite, et découpé pour être un fief U.N.R., l'U.N.R. sent — toute prochaine — l'annonce de ses futures défaites et, se taisant, assiste avec stupeur, à l'explosion de joie de la gauche qui applaudit son candidat dont la remontée est impressionnante.

Un provocateur, vite ramené au calme par nos camarades, et Jean Roger grimpe sur une table : il remercie les militants, tire la leçon de cette campagne, annonce les succès futurs du Front socialiste à condition, précise-t-il, que les travailleurs unis imposent à tous les partis de gauche le maintien de cette union dans les luttes qui viennent de commencer. Et les deux vedettes U.N.R., Ribière et Leconte, se retirent, silencieux, tandis qu'une enthousiaste et puissante Internationale retentit dans la salle des fêtes de Saint-Leu-la-Forêt.

(1) Soit 600 voix de plus que le total P.S.U.+P.C.+S.F.I.O. du premier tour.

**Les week-ends de la Fédération de Paris**

La Fédération de Paris a mis sur pied un programme de week-ends pour l'année 1964.

Nous attirons tout particulièrement votre attention sur l'intérêt que présentent ces week-ends. Ils permettent, par l'information précise qu'ils donnent sur certains problèmes, par les documents remis en cours de séance, d'enrichir considérablement la discussion et l'action politique dans la section.

Il est souhaitable que la plus grande publicité soit faite dès maintenant pour ces week-ends, dans le parti et chez les sympathisants proches. Il serait peut-être bon, en particulier, d'adresser à tous les adhérents ou anciens adhérents de vos sections une circulaire spéciale. Cela pourrait être l'occasion de réintégrer dans la vie du parti certains camarades actuellement « sur la touche ».

La Fédération fait cette année un effort tout particulier en organisant ces week-ends. Mais un grand effort des sections est la condition de la réussite de cette initiative.

Voici le programme :  
18 et 19 avril 1964, en vallée de Chevreuse : la région parisienne. Prix : 22 francs.

9 et 10 mai 1964 (lieu à déterminer) : Comment améliorer l'efficacité du travail en groupe ?

13 et 14 juin 1964 (lieu à déterminer) : Le socialisme dans les pays économiquement développés.

26 et 27 septembre 1964 (lieu à déterminer) : Le pouvoir économique dans la société française actuelle.

17 et 18 octobre 1964, vallée de Chevreuse : Le contre-plan.

**Rénovation urbaine**

Samedi après-midi 4 avril et dimanche 5 avril, journées d'étude, d'information et de réflexion sur la Rénovation urbaine dans la région parisienne, avec la participation de spécialistes et militants d'organisations familiales, sociales, culturelles :

● politique générale de la rénovation dans le cadre de l'aménagement de la R.P. ;

● objectifs et moyens ;

● les problèmes posés par la rénovation. L'action et l'expérience de groupements d'usagers.

Cette journée est organisée par le CLIPAR (comité de liaison et d'information d'organisations d'usagers de la R.P.). Cette rencontre fait suite au colloque des groupements d'usagers sur les exigences humaines du développement et de l'aménagement de la R.P. Elle aura lieu à la Maison des Jeunes de Charonne, 50, rue Louis-Lumière, Paris.

Inscriptions avant le 30 mars au secrétariat d'organisation : ADELS, 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris.

**Lyon :**

**Solidarité antifasciste**

La Solidarité antifasciste a organisé à Lyon, le 23 février, un meeting groupant 400 personnes environ (beaucoup d'Espagnols). Parmi les Français présents, le P.S.U. était bien représenté.

Au cours du meeting, notre camarade Bartholy, secrétaire fédéral, prit la parole au nom du Comité de soutien aux victimes franquistes qui groupe toutes les organisations populaires, à l'exception du P.C. et de la C.G.T. qui n'ont pas accepté d'y entrer.

Notre camarade rappela les buts de ce Comité :

- garantir la liberté d'action des réfugiés politiques espagnols ;
- opposer la solidarité des travailleurs à la complicité des régimes et des polices.

Après avoir énuméré les faits qui prouvent cette complicité entre le gaullisme et le franquisme, il montra que l'espoir était justifié par les multiples signes que le régime franquiste est ébranlé.

Mme Paulette Lacaze apporta la voix de la Ligue des droits de l'homme et demanda la liberté des emprisonnés.

Mme Fredica Montsemy parla d'une voix énergique au nom de la C.N.T. Elle affirma, elle aussi, sa foi dans l'avènement proche d'un régime démocratique.

**LE BILLET DE JEAN BINOT**

**PROPHETIE**

Cette fois, aucun doute, c'est promis. M. le député Capitain l'annonce : nous aurons le « Front populaire gaulliste » !

Et, le 14 juillet prochain, le képi fièrement campé sur l'oreille gauche, le camarade de Gaulle défilera de la Bastille à la Nation, entouré du camarade Malraux que ça rajournira, Debré que ça déniaisera, Giscard en pull-over, qui aura l'air tout chose.

Durant cette journée mémorable, on apprendra coup sur coup l'arrêt de la bombe atomique, la nationalisation des usines Bloch-Dassault et la mise hors d'état de nuire d'un certain nombre d'individus dont la liste pourrait ne pas tenir dans un billet aussi court.

Vous doutez de la prophétie ? Alors dites-le au prophète.

**TRIBUNE Socialiste**

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV<sup>e</sup>) Tél. : SUF 19-20  
● Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV<sup>e</sup>) Tél. : FON 22-60

● Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14<sup>e</sup>. Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65  
3 mois ..... 7,5 F  
6 mois ..... 15 F  
1 an ..... 28 F  
Soutien ..... 50 F  
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 82-61, rue La Fayette Paris (9<sup>e</sup>)

**A tous ceux qui veulent aider le P.S.U.**

De l'avis général, notre Congrès de la Grange-aux-Belles a permis un nouveau départ du P.S.U. Des bonnes nouvelles nous arrivent quotidiennement de la plupart de nos fédérations. Nos appels pour l'unité et le renouveau de la gauche recueillent de nombreuses approbations.

L'extrême modicité des moyens matériels dont nous disposons nous empêche, seule, de donner une publicité plus grande à nos solutions.

Aussi, lançons-nous un appel pressant à ceux qui ont les moyens de verser une cotisation mensuelle volontaire.

Je m'engage à verser tous les mois, pendant l'année 1964 à Jean Arthuys, trésorier national, la somme de F ..... à titre de cotisation volontaire.

Nom ..... Prénoms .....

Adresse : .....

Signature :

La souscription a rapporté, à ce jour, 10.190 F qui ont certes été les bienvenus. C'est loin d'être suffisant.

Que tous ceux qui le peuvent répondent à notre appel. Merci encore. Edouard DEPREUX.

# DES PROMESSES AUX RÉALISATIONS

**L**E Mexique a servi cette semaine d'es-trade au général de Gaulle pour faire son numéro de haute politique.

Un numéro très spectaculaire. De Gaulle étant passé maître dans l'art de jongler avec les idées et les grands sentiments.

Mais cette fois l'ironie ne suffit pas pour commenter les discours du Président de la R. F.

Nous devons être très attentifs au retentissement qu'ils ont eu à travers le monde.

Nous commettrions une grosse erreur si, restant aveuglés par nos ressentiments, nous ne voulions pas objectivement analyser les actes politiques du gaullisme.

N'oublions pas que pour le plus grand nombre de pays étrangers, et plus spécialement pour les pays dits sous-développés, lorsque de Gaulle parle, c'est la France qui s'exprime.

A ce titre, nous sommes concernés, non seulement par ce que dit de Gaulle, mais également par les conséquences qu'amèneront ses propos.

Il est certes très important que notre pays soit présenté comme le leader des petites nations les moins favorisées du monde et qu'il défende leur droit à la vie pendant le dialogue des grandes puissances de l'Est et de l'Ouest ; si le général de Gaulle en tire prétexte pour dire que la France acquiert ainsi un rayonnement extraordinaire nous ne pourrions pas être en désaccord formel.

Le fait que de Gaulle ait choisi l'Amérique Latine pour venir proposer aux nations du continent américain « l'alliance » de la France, ne nous choque pas autant que semble le regretter C. Defferre, l'Amérique Latine n'étant pas un domaine réservé des U.S.A. et les peuples d'Amérique s'étant depuis longtemps nourris à nos propres sources révolutionnaires.

Mais où nous devons faire entendre nos critiques, c'est lorsque nous estimons que les promesses faites au nom de la France ne pourront en aucune cas être tenues par elle seule.

C'est là que la démarche gaulliste devient machiavélique.

Tous les pays sous-développés sont en lutte pour gagner leur indépendance politique, ils veulent se dégager du colonialisme entretenu par des nations plus riches. Et tout pays qui, comme eux, entre en lutte contre ces puissances, devient un allié, sinon un exemple.

Et si la France leur apparaît trop vouloir se dégager des liens d'allégeance avec les U.S.A., elle devient pour eux la nation leader de leur combat.

C'était hier le cas de la Yougoslavie.

## Prenez note

l'adresse du secrétariat national du P.S.U.,  
du secrétariat de la Fédération de Paris,  
du secrétariat de la Fédération Seine-Banlieue  
est désormais :  
81, rue Mademoiselle, Paris (15').

Mais la démarche progressiste de de Gaulle risque de se transformer vite en une tragique duperie, si elle ne débouche sur aucune proposition concrète.

L'aide de la France seule n'est qu'une goutte d'eau et prétendre que nous pouvons par notre seul appui répondre aux besoins les plus urgents des pays du tiers monde est du domaine de la vision.

Il y a loin entre les propos sur l'indépendance et les moyens économiques que la France peut offrir pour les réaliser.

Et il faut se méfier de la désillusion qui

## Communiqué du Bureau national

*Le P.S.U. constate avec satisfaction que les salariés ont répondu à la quasi-unanimité aux appels de leurs organisations syndicales. Ils ont témoigné leur hostilité à un plan de stabilisation tendant à leur faire payer tous les frais d'un prétendu redressement et à un régime qui montre ainsi son vrai visage de classe.*

*Il est réconfortant qu'à quelques jours d'intervalle les travailleurs aient, sur le plan politique, infligé un retentissant échec à l'U.N.R. en même temps qu'à ses alliés, et, sur le plan économique et social, manifesté leur volonté de lutte contre le pouvoir gaulliste.*

*Le P.S.U. lance, une fois de plus, un appel à l'unité offensive de toutes les forces politiques et syndicales de gauche, qui permettra des victoires décisives.*

Le 18 mars 1964.

reprendra quand les lampions seront éteints.

Or nous devons constater que de Gaulle critique, flatte, esquisse et promet mais jamais, sous le flou volontaire de ces propos, n'apparaît le moindre plan précis.

A aucun moment nous ne l'avons vu définir par quels voies et moyens, ou quels concours et selon quels critères pouvaient se créer l'organisation mondiale seule capable de pouvoir dispenser une aide effective aux pays sous-développés.

Une aide non politisée qui libère les individus et ne leur prépare pas un nouvel assujettissement.

La seule promesse de subventionner le capitalisme français pour qu'il se substitue en Amérique Latine aux crédits américains ne saurait être qu'un expédient.

Et présenter ces propositions en faisant appel aux sentiments nationalistes des peuples obtient toujours un grand succès. Mais en notre siècle, le manque de réalisme peut avoir de graves conséquences.

Manifester caractériellement son indépendance vis-à-vis des U.S.A., comme le fait de Gaulle actuellement, c'est encourager toutes les autres nations à trouver des arguments subjectifs pour se départir des alliances en cours.

Et menacer de quitter l'Alliance atlantique sans mettre sur pied aucune autre forme d'entente entre les peuples, sans proposer des solutions aux problèmes de l'armement conventionnel ou atomique, peut se présenter comme un acte de courage national mais au prix de quels résultats !

Et lorsque Gaston Defferre annonce à Washington que de Gaulle a raison de vouloir un nouvel aménagement de la politique atomique, il ne lui oppose que sa conception d'une bombe atomique européenne.

C'est à notre avis très mal poser le problème. C'est transposer les arguments de de Gaulle à l'échelle d'un continent. Ce n'est pas les contredire.

Un gouvernement de gauche doit sur ce point prendre le contre-pied de la politique gaulliste et défendre sur le plan international une politique axée sur le désarmement et non sur des logistiques d'armement.

L'abandon de l'armement atomique français ne doit pas se faire au profit d'une extension européenne mais en compensation d'accords précis sur le désarmement.

Assorti, par exemple, en Europe, d'une entente sur Berlin et sur les possibilités d'une unification de l'Allemagne sur des bases démocratiques.

Le domaine de la politique internationale est trop souvent délaissé par les partis de la gauche française. Tous ont tendance à se limiter aux problèmes de politique intérieure et de politique économique et sociale. Bien souvent ce sont les événements internationaux qui commandent leurs réactions, et l'empirisme est en la matière la méthode la plus employée.

Notre parti n'échappe pas à cette critique.

Souhaitons que, au moment où de Gaulle engage la France sur l'échiquier mondial, le P.S.U. ouvre parmi les forces socialistes un large débat permettant de procéder à un examen attentif de la politique étrangère française.



## La politique du « contre-plan »

Le président de la commission économique du C.E.L.I.B. propose aux Bretons de préparer un contre-plan pour la Bretagne applicable en cas de changement politique en France.

M. Philipponneau, président de la commission régionale d'expansion économique du C.E.L.I.B., a animé, samedi 24 mars, à Lorient, une conférence-débat sur « le Morbihan et la loi-programme pour la Bretagne ».

Il s'est déclaré pessimiste sur l'évolution de la situation et a exprimé l'avis que les Bretons devaient s'opposer à la réforme des comités régionaux d'expansion économique. M. Philipponneau a terminé son exposé en affirmant que « la seule solution était désormais pour le C.E.L.I.B. de préparer un « V° Plan bis » pour la Bretagne ». Ce contre-plan serait prêt à être appliqué « à la faveur d'un éventuel renversement de la politique générale en France, par exemple après les prochaines élections présidentielles ».

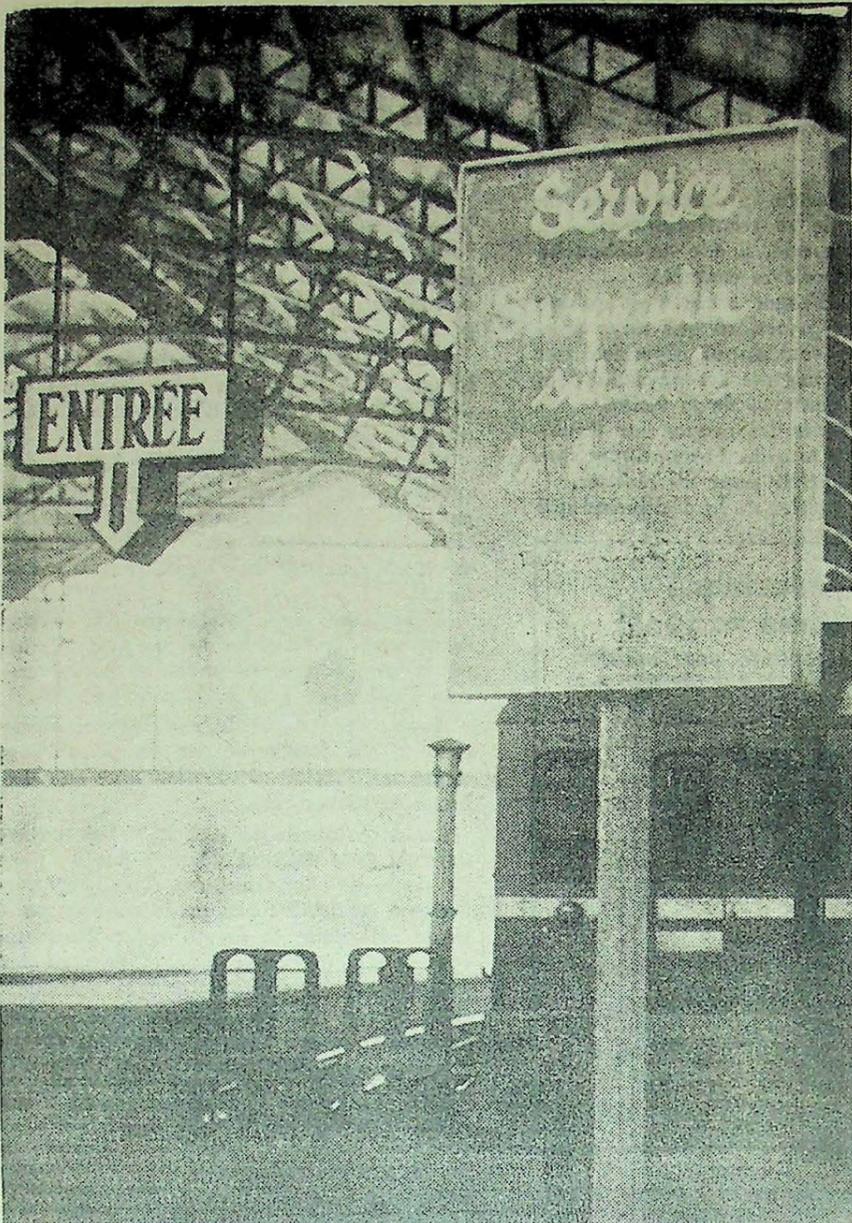
Cet exemple démontre tout l'intérêt que présente la recherche d'un contre-plan économique pour répondre aux insuffisances de la planification du gouvernement gaulliste.

**ATTENTION!!! DEPUIS LE 20 MARS**

La Rédaction de **TRIBUNE SOCIALISTE** est transférée

81, rue Mademoiselle, PARIS-15<sup>e</sup> - Tél. FON 22-60 - (Métro Cambronne Vaugirard)

# APRÈS LE 18 MARS...



En attendant des actions ultérieures...

(Photo Agip.)

Le mouvement du 18 mars a été une puissante manifestation de lutte contre la politique économique et sociale du pouvoir gaulliste. Les ordres de grève des syndicats ont été souvent largement observés, y compris dans le secteur privé. De nombreux meetings intersyndicaux ont eu lieu, fréquemment suivis de défilés dont les participants scandant le traditionnel « Charlot, des sous » — devenu à Reims le pittoresque « Des pesetas, Carlos » — et parfois aussi « Charlot à la retraite ».

## Un mouvement très suivi

La grève du 18 mars a été un succès chez les fonctionnaires et les enseignants, l'ensemble des syndicats participant au mouvement. Toutefois, dans les P.T.T., les résultats ont été plus inégaux que dans le reste de la fonction publique (la C.F.T.C., les autonomes et le syndicat des agents des télécommunications n'ayant pas donné d'ordre de grève).

A la S.N.C.F., la grève a réussi, bien que les cadres n'y aient pas participé, l'importante Fédération des cadres autonomes s'étant abstenue. A Air France, la grève a provoqué des perturbations très importantes. A la R.A.T.P., la C.G.T. et F.O. sont parvenues à réduire considérablement le trafic, surtout celui des autobus.

Dans les mines, où une grève de vingt-quatre heures lancée par la C.G.T. en novembre avait échoué, le mouvement a mieux réussi que prévu, notamment dans le Nord et le Pas-de-Calais. F.O. et C.F.T.C., cette fois, avaient suivi.

Il n'en fut pas de même, on le sait, à E.G.F. où l'unité d'action qui existait depuis de longues années a été rompue. Dans ce secteur, F.O. et C.F.T.C. ont justifié leur non-participation par la perspective d'une entrevue

avec les directions générales le 25 mars, entrevue dont les résultats sont très hypothétiques. Plus habilement, la C.F.T.C. a souligné qu'il fallait se réserver pour des actions ultérieures sans doute nécessaires pour fléchir le gouvernement.

Il est vrai que le durcissement de la C.G.T. ne peut manquer d'être profitable à cette organisation, dans la mesure où le mouvement déclenché par elle seule a été efficace. En effet, par elle seule a été efficace. En effet, les coupures de courant ont été nombreuses et la baisse de pression du gaz importante, notamment dans la région parisienne (malgré l'intervention de la police au réservoir souterrain de Beynes).

Dans de nombreuses villes, en prévision des coupures de courant et des débrayages lancés par les syndicats, les patrons de la métallurgie avaient donné congé à leur personnel le 18 mars, la récupération devant s'effectuer le samedi suivant. Néanmoins, là où les arrêts de travail ont été effectués, ils ont été bien suivis. Il en a été de même dans les industries chimiques.

Il s'agissait, pour la C.G.T., qui fut à l'origine du mouvement, de relancer l'action revendicative qui avait faibli ces derniers mois dans le secteur privé. Bien que des contacts aient été pris tardivement avec les autres organisations, les fédérations C.F.T.C. de la métallurgie et des industries chimiques avaient décidé de participer à une action qui, quelles que soient ses origines, leur semblait être dans la logique de celle préconisée depuis l'année dernière par leur centrale. Il n'en fut pas de même dans le bâtiment et le textile où la réussite d'un tel mouvement était, il est vrai, plus difficile.

Le succès de la journée du 18 mars n'a donc pas été complet; en raison des divergences syndicales, il a été inégal selon les secteurs. Il devrait constituer, cependant, un sérieux avertissement pour le pouvoir.

## Rupture syndicale à la R.T.F. où les méfaits du corporatisme

Pour la première fois depuis longtemps, la totalité des syndicats représentant l'ensemble de tout le personnel de la R.T.F. s'était retrouvé dans un organisme de circonstance: l'Intersyndicale des personnels.

Nous avons amplement informé nos lecteurs des buts que s'était assignés l'Intersyndicale et nous nous étions félicités de cette unité d'action — pour nous indispensable à la réussite — et aussi de la clarté des revendications acceptées par tous les travailleurs de l'établissement: rappelons qu'il ne s'agissait pas seulement de revendications salariales ou contractuelles, mais aussi de la défense des principes sacrés de la liberté ouvrière et du droit à l'information objective, ces deux derniers points rejoignant les préoccupations de l'ensemble des travailleurs du secteur public et de l'opinion publique tout entière.

Service public, la R.T.F. devait se trouver aux côtés de toutes les organisations syndicales de ce secteur dans la grève générale ordonnée par les centrales syndicales, de même que les organisations confédérales du secteur public et nationalisé se doivent de soutenir l'action des travailleurs de la R.T.F. contre la mauvaise volonté et l'arbitraire gouvernementaux.

Mais pour qu'un tel mouvement réussisse, il faut que soit éliminé tout risque de rupture. Une seule faille compromet l'ensemble.

Hélas! cela s'est produit au cours de la récente grève du 18 mars. Le S.U.T. (Syndicat Unifié des Techniciens), qui groupe aussi des administratifs — a rompu, la veille du mouvement, les engagements contractuels pris à l'unanimité par l'Intersyndicale. Les raisons invoquées sont sans valeur réelle, et ce n'est certes pas le recours au Conseil d'Etat contre une circulaire Peyrefitte ni la décision de la Direction générale de reporter les conseils de discipline qui changeront quoi que ce soit à la volonté politique du gouvernement d'user de la R.T.F. sans aucune contrainte.

Certes, on ne peut rester indifférent devant les sanctions — déjà prises — dont sont menacés les travailleurs qui veulent défendre loyalement leurs droits. Mais il n'y a pas d'action syndicale, en régime capitaliste et autoritaire (fût-il d'apparence libérale), sans risques. Pour pallier ceux-ci, il n'y a que la solidarité ouvrière et la volonté de combat.

En brisant le front de la résistance, la Fédération Syndicale Unifiée (S.U.T.-S.U.A.-S.U.P.A.) a tristement confirmé les doutes que nous avons

toujours formulés sur la valeur des syndicats qui, souvent créés avec l'assentiment heureux des dirigeants (patrons ou représentants de l'Etat), créent un maillon fêlé dans la chaîne des syndicats confédérés.

Soucieuse avant tout de leurs égoïstes revendications catégorielles, la Fédération Syndicale Unifiée n'a dû son importance qu'à la place particulière des « techniciens » dans l'organisme de la R.T.F. Placés aux postes de commande techniques, on pouvait croire jusqu'à présent qu'ils étaient pratiquement les maîtres des antennes (et ils en ont largement profité). Mais le régime gaulliste, furieux d'avoir enfanté un rejeton aussi peu reconnaissant, a trouvé tout récemment le moyen de se passer du cheval de Troie qu'il pensait avoir introduit dans le mouvement syndical de la R.T.F.

Désormais, la preuve est faite que le gouvernement peut faire émettre directement images et paroles sans tenir compte d'un ordre de grève. Avec des domestiques et de la police, tout est possible... même aux dépens de la qualité!

Ceci expliquerait, vraisemblablement, les raisons profondes des « syndicats maison » de se désolidariser de l'unité syndicale pour retrouver les douteuses faveurs du Pouvoir.

Dès lors, la tactique de la lutte syndicale devra s'adapter à ce nouvel état de fait. L'union devra être encore resserrée entre les syndicats dont l'appartenance à l'une des grandes confédérations prouve que la lutte pour le mieux-être n'exclut pas la recherche d'un idéal qui puisse assurer aux travailleurs la dignité de leur condition.

Bertrand Renaudot.

## Et maintenant, que faire ?

Mais le pouvoir perçoit-il ces clameurs qui montent de la population salariée? Les apprécie-t-il à leur juste valeur? A ce sujet, beaucoup de grévistes du 18 mars sont eux-mêmes sceptiques. Le manque d'enthousiasme était évident dans les corporations où les grèves de vingt-quatre heures ont été fréquentes et ont laissé le sentiment de leur inefficacité; cela est vrai, notamment, pour les cheminots et les enseignants.

A noter aussi à la R.T.F., au moment où le pouvoir menace les syndicats, la rupture du front commun par le Syndicat unifié des techniciens qui a entraîné l'annulation de la grève du 18 mars.

Nous l'avions déjà remarqué à la fin de l'année dernière. Les syndicats sont aux prises avec un problème tactique redoutable. Ou bien se contenter de mouvements limités dont l'efficacité est douteuse (même s'ils sont plus ou moins généralisés) ou lancer, dans des secteurs favorables, des grèves illimitées que le gouvernement actuel peut tenter de briser, à tout le moins de laisser pourrir. Le précédent des mineurs, pour encourageant qu'il soit à cet égard, ne plaide pas de façon décisive pour la seconde tactique. A la suite du 18 mars, les syndicats vont sans doute temporiser quelque peu jusqu'au moment peut-être, où en l'absence d'ouverture du côté du gouvernement, la montée du mécontentement permettra d'engager de nouvelles batailles.

Mais, répétons-le, au-delà des épisodes revendicatifs, les syndicats et les partis de gauche devraient posséder une stratégie commune, se mettre d'accord sur une politique susceptible de remettre en cause le régime actuel. C'est ce que le P.S.U. s'est efforcé de faire comprendre en diffusant largement dans la région parisienne, à l'occasion du 18 mars, un tract qui exprimait le soutien du parti aux grévistes, appelait la population à se solidariser avec eux et soulignait la nécessité « d'un contre-plan économique et social qui oppose une politique d'ensemble à celle du régime ».

Maurice Combes.

### BULLETIN D'ADHESION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

déclare vouloir adhérer au  
Parti Socialiste Unifié et de-  
mande à être mis en contact  
avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège  
du P.S.U., 81, rue Mademoi-  
selle, Paris (15<sup>e</sup>)).

# Le voyage au Mexique et le nouveau grand dessein de De Gaulle

**M**EME si l'on fait la part de la curiosité des badauds, de l'empressement à profiter d'un jour supplémentaire de congé en assistant à un spectacle gratuit, de la capacité d'encadrement dont dispose le tout-puissant parti au pouvoir, il est incontestable que de Gaulle a reçu un accueil chaleureux au Mexique.

Comment s'en étonner ? Il en sera probablement de même, sauf imprévu, pendant la longue tournée de l'automne à travers plusieurs pays de l'Amérique du Sud. Manifestement, pour toutes les populations de ces Etats, quelquefois aussi pour leurs dirigeants, de Gaulle prend figure de « neutraliste » qui vient parler de la nécessité d'aider les pays en voie de développement. Plus encore : chef d'un pays membre du pacte de l'Atlantique, il s'est comporté, depuis quelques mois plus nettement encore qu'auparavant, comme s'il voulait s'empresser de saisir toutes les occasions d'être désagréable aux Etats-Unis et de prendre ses distances à leur égard. La critique de leur poli-

tique au Vietnam et dans l'ensemble du Sud-Est asiatique, ainsi que la reconnaissance de la Chine communiste ont précédé de peu le voyage au Mexique. Or il est bien connu qu'un fort courant anti-américain, constamment entretenu, d'ailleurs, par les maladresses politiques du Département d'Etat et surtout par les exigences des puissantes forces du capitalisme américain, n'a cessé de se développer dans les populations de l'Amérique latine. Comme la propagande ne manque pas, ainsi que dans le domaine de la politique intérieure, de rappeler les souvenirs de la guerre et de la résistance, de Gaulle apparaît comme un champion de l'indépendance nationale.

Il est évident que le nouveau « grand dessein » de de Gaulle est d'exploiter à fond ce rôle et de faire jouer des sentiments nationalistes très vifs dans les pays en voie de développement autant que du thème de l'assistance économique. Il est parvenu à cette conception après l'échec d'autres « grands desseins » : il n'a pas réussi à conquérir à l'intérieur de l'O.T.A.N. la place qu'il a revendiquée dès son arrivée au pouvoir ; il n'a pas davantage réussi à s'imposer comme « guide » de l'Europe des Six ; la « force de frappe » nationale n'est guère parvenue, jusqu'ici, à impressionner le monde, et le refus de signer le traité de Moscou n'a pas accru, c'est le moins qu'on puisse dire, le prestige de la France. Alors de Gaulle tente de trouver une nouvelle voie pour la politique de grandeur.

Le nouveau dessein n'est pas dépourvu de séduction. Gageons que le gaullisme l'exploitera dans sa propagande en direction de la gauche française, comme il a exploité la décolonisation de l'Afrique et l'indépendance de l'Algérie (après quatre ans de refus, de tâtonnements, de vains sacrifices).

Mais que restera-t-il, finalement, après les acclamations des foules et les échanges de toasts et de messages chaleureux ?

Cela revient à poser la question de savoir de quels moyens politiques et économiques peut disposer la France pour mener une politique si audacieuse et, dans son principe, séduisante.

Il y a de bonnes raisons pour craindre que la plus grande part des succès de Gaulle se borne à une exploitation éphémère de sentiments nationalistes, mais qu'ensuite les actes ne puissent soutenir la conception. De Gaulle se conduit un peu, à l'égard des peuples des pays qu'il visite, comme il l'a fait en 1958 avec les Français d'Algérie. Il fait acclamer

un « Je vous ai compris ». Mais après ?

L'exemple de l'Iran est significatif. Là aussi, de Gaulle a soulevé l'enthousiasme. Mais, depuis le voyage d'il y a quelques mois, les relations se sont quelque peu refroidies, car les Iraniens trouvent la réalité du concours français nettement en-deçà des espérances ou des promesses. Sur un plan différent, les suggestions sur la neutralisation du Vietnam n'apparaissent plus aujourd'hui, devant le silence de Pékin et de Hanoi, que comme des propos en l'air.

Quant au problème de l'assistance économique aux pays en voie de développement, sa solution excède les moyens d'un seul pays, fût-il le plus riche du monde actuel. Même les Etats-Unis, avec toute leur puissance et à supposer qu'ils ne commettent aucune faute politique, ne pourraient seuls en venir à bout. Pour accomplir des progrès décisifs en ce domaine, c'est une action internationale qui est nécessaire, à la fois parce qu'il faut des ressources immenses et parce que, surtout, il faut procéder à une réorganisation concentrée du commerce international, notamment du marché des matières pre-

mières, qui sont pour l'instant la principale ressource des pays en voie de développement. C'est évidemment dans le cadre de l'O.N.U. et de ses organismes spécialisés que cet effort peut être entrepris.

Est-ce dans cette voie que de Gaulle veut s'engager ? C'est bien douteux, si l'on songe au mépris qu'il a souvent exprimé pour l'organisation internationale. Dans le domaine de la politique extérieure, malgré l'apparente hardiesse de certains de ses propos, il est demeuré fort traditionaliste. Il en est resté à la conception des accords bilatéraux d'Etat à Etat et au jeu d'équilibre entre grandes puissances, une sorte de libre concurrence politique à l'échelle des relations internationales.

C'est bien pourquoi l'anti-américanisme de de Gaulle, l'apparente hardiesse de sa politique à l'égard du « tiers-monde » ne peuvent faire illusion à la gauche. Et non pas seulement parce que cette politique risque de n'être que verbale, mais aussi et surtout parce que son objectif est de réintroduire la France dans les rivalités d'influence, non de dépasser celles-ci.

Robert Verdier.

## Un communiqué du M.R.A.P.

Des journaux français ont fait état, ces jours derniers, d'une brochure de propagande antireligieuse publiée à Kiev (1), dont certains passages et caricatures, par leur contenu diffamatoire et blessant pour les juifs, donnent à cet ouvrage un caractère grossièrement antisémite.

Cette information a provoqué une émotion compréhensible, d'autant plus grande qu'il est notoirement connu qu'en Union Soviétique, la Constitution et la loi interdisent les atteintes à l'honneur et à la dignité de tout groupe national ou ethnique.

Le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) partage cette émotion et s'est adressé aux organismes soviétiques compétents pour obtenir tous éclaircissements.

Le M.R.A.P. entend réaffirmer qu'il condamne sans réserve toute attitude tendant à jeter le discrédit sur quelque communauté humaine que ce soit.

Il souligne que l'affrontement des idées philosophiques ou politiques se détourne de son objet dès l'instant où ne sont plus respectées les valeurs attachées à la personne humaine, où l'on recourt au dénigrement systématique et aux généralisations abusives.

(1) Le document distribué à Paris est une brochure en offset mentionnant en anglais qu'il s'agit de la reproduction de l'original.

## SOLIDARITÉ franco-algérienne

édité par l'ASSOCIATION D'AMITIE ET DE SOLIDARITE FRANCO-ALGERIENNE (A.S.F.A.)

### Numéro spécial sur L'ENFANCE ALGERIENNE

DEUX ANS APRES EVIAN un article de Claude GLAYMAN

LE DEBAT SUR LA CULTURE ALGERIENNE par Mohamed HARBI Directeur de « Révolution Africaine ».

LES PROBLEMES DE LA JEUNESSE ALGERIENNE par Abdelmadjid BENNACEUR Secrétaire Général de la Jeunesse du F.L.N.

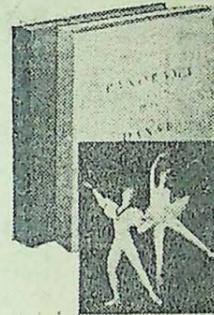
Adhérez à l'A. S. F. A.

11, rue du Faubourg-Poissonnière - PARIS - 9<sup>e</sup>  
C. C. P. : Roger FOIRIER - PARIS 13-726-83

10 F - Cotation et abonnement au journal (10 numéros)  
5 F - Cotation simple.  
5 F - Abonnement au journal.

« TRIBUNE SOCIALISTE » VOUS OFFRE

de magnifiques ouvrages presque épuisés avec faculté de retour



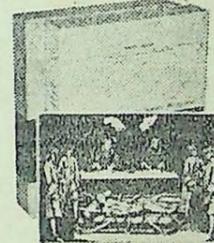
moins chers que d'occasion quelques exemplaires neufs

### PANORAMA DE LA DANSE

par Serge Lido, Préface de Jean Cocteau

Jamais n'a été élevé à la gloire du Ballet un monument aussi riche que ce Panorama de la Danse qui réunit en 2 volumes 24x31 reliés pleine toile les numéros rarissimes d'une somptueuse revue et donne, sur 848 pages, 767 pages (1) de magnifiques photos en noir et en couleurs, où la grâce aérienne des corps sans défauts compose de ravissantes architectures. Une documentation unique sur le Ballet contemporain et un splendide livre d'art.

Les 2 vol. reliés 84 F au lieu de 156 F



### HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE

par Marcel Rousselet

Premier Président de la Cour d'Appel de Paris

Les institutions, les usages, les événements et les grandes figures qui ont jalonné mille ans de vie judiciaire française, présentés en 2 magnifiques volumes 22x28 1/2 (plus de 1 000 pages - 232 documents en noir - 8 pages couleurs) - Un ouvrage de fond pour toutes les bibliothèques.

Les 2 volumes brochés 48 F au lieu de 175 F (reliés)



### AUJOURD'HUI LA CHINE

par Pierre Gascar (préface de Claude Roy)

La Chine Communiste, ce mystérieux pays aux 600.000.000 de visages, pose à la plupart d'entre nous, une inquiétante énigme. Voici enfin un livre qui soulève le voile et nous en restitue (grâce à de splendides photos prises sur le vif et des textes éblouissants) un portrait vivant, direct, familier. Un passionnant document qui est aussi : un véritable album d'art (142 documents en noir, 9 pages en couleurs), couverture laquée rigide en couleurs.

19,50 F au lieu de 40 F



### LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVIIe SIECLE

par E. Huttinger

Un somptueux album d'art qui vous convie à une véritable redécouverte du « siècle d'or » de la peinture flamande. Un chef-d'œuvre de l'impression suisse. 72 documents en noir - 24 pages en couleurs. - 173 pages format 22x30 sous couverture rigide et laquée en couleurs.

29 F au lieu de 46 F

BON à adresser à la librairie Pilote 30 rue de Grenelle, Paris-5<sup>e</sup>

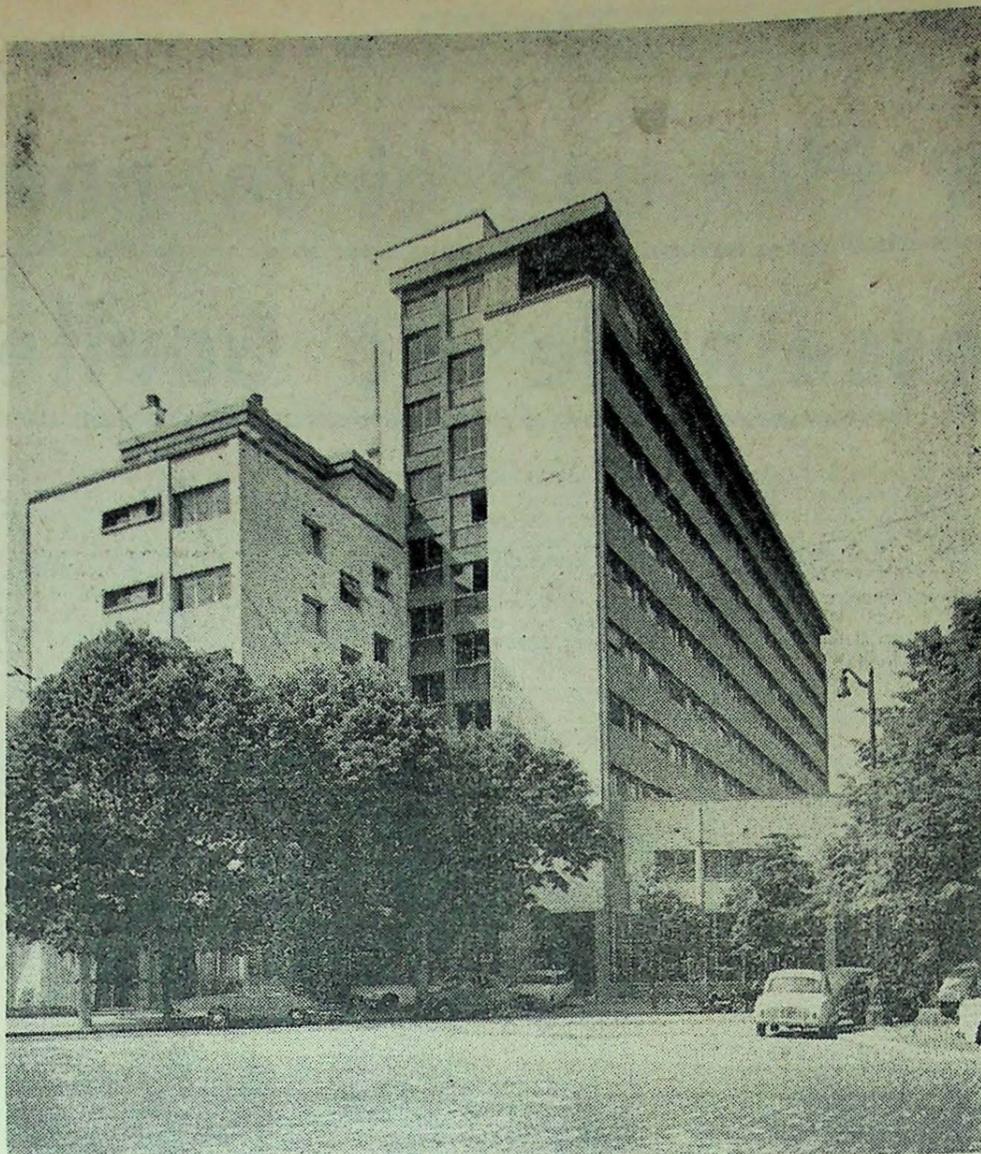
Veuillez m'envoyer les ouvrages suivants .....

pour un montant total de .....fr. somme que veuillez trouver incluse en un  chèque  mandat  chèque postal joint à votre compte Librairie Pilote n° 13.905-31 Paris.

Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer les ouvrages dans les 48 heures et que je serai dans ce cas immédiatement remboursé. T.S.

Nom ..... Profession .....

Adresse .....



Finis les façades lépreuses et les bâtisses vétustes. Voici l'hôpital mutualiste. (Photo Tribune)

**L**E remboursement des honoraires médicaux est aussi vieux que la Sécurité sociale, mais le problème posé a toujours été d'obtenir un remboursement effectif à 80 p. 100. Il faut reconnaître que les médecins ont généralement eu tendance, devant ce qu'ils considéraient comme un accroissement des ressources, à augmenter leurs tarifs en proportion. Il fallait donc tarifier les honoraires médicaux. Il faut constater que, malgré quelques réactions démagogiques d'une partie des responsables des différents organismes de défense des médecins, le gouvernement du général de Gaulle a obtenu assez vite un résultat que M. Gazier, ministre socialiste qui eût manifesté plus de compréhension, n'aurait pas eu aussi rapidement si l'on en juge pas les premières réactions que son projet, repris par de Gaulle, avait suscitées.

Actuellement, des médecins continuent à se battre pour permettre à des praticiens non titrés, mais nantis et qui ont pu s'installer dans les quartiers des « patrons », c'est-à-dire les XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> arrondissements, de demander des honoraires qui sont en fonction de leurs loyers plus que de leurs capacités.

Cette pratique nous amène à parler de ce que certains médecins appellent l'entente directe en matière d'honoraires, ce qui est un euphémisme, le malade demande « combien » et il paye ce qui lui a été demandé.

En réalité, le problème est celui des honoraires plafond, et il s'agit de savoir si le médecin peut s'estimer satisfait des prix qui ont été fixés.

Il nous faut à ce sujet citer une histoire personnelle.

Un plombier est venu dernièrement réparer mon chauffe-eau. Il est resté dix minutes et m'a établi une facture de la manière suivante : « Déplacement : 15 F ; main-d'œuvre : 6 F ; total : 21 F. »

Le médecin qui est venu la semaine suivante de plus loin et est resté vingt minutes m'a demandé... 18 F ! Sans commentaires.

Devant le décret du 12 mai 1960, les organismes médicaux ont réagi, le « Conseil de l'Ordre » a pris parti pour condamner les conditions d'octroi de la « notoriété », en particulier, et pour condamner la médecine de groupe dont nous parlerons plus loin.

Les deux courants les plus représentatifs du syndicalisme médical sont la « Confédération des médecins français » C.S.F.M., qui est conventionnée avec des réserves, mais qui recommande la discussion pour éviter les décisions unilatérales, et l'« Union syndicale des médecins de France », qui est anti-conventionniste et dont vous comprendrez le ton par les ex-

traits suivants du numéro de décembre 1963 de son bulletin. « On ne peut pas légiférer sur la médecine si l'on n'a pas été mêlé au métier de médecin et aux problèmes qu'il doit résoudre », ce qui signifie que l'on ne peut légiférer sur les métiers d'enseignant ou de plombier si l'on n'a pas été mêlé, etc. « Lorsque, dans un match de football (en Italie), le public est à court d'injures contre l'arbitre, il lâche : « Va donc, médecin de caisse ! »

Enfin, cette publication veut nous prouver que les médecins conventionnés sont tous obligés de faire de 80 à 100 visites par jour, et, en conséquence, de voir 20 malades à l'heure.

Quatre-vingt-trois pour cent des médecins français sont touchés par cette accusation, puisque conventionnés.

Terminons par cet extrait de la même revue « La médecine humaine et sociale » : « On sait aussi que les médecins anglais de qualité émigrent pour un tiers vers les U.S.A., l'Australie, le Canada, l'Afrique du Sud. Les vides ainsi causés dans les hôpitaux sont comblés par des médecins étrangers, Hindous, Pakistanaï, etc. C'est à eux qu'est confiée la chirurgie d'urgence dans l'ensemble du pays (54 p. 100 en 1960). Ainsi, nos amis anglais en sont là après dix ans d'application d'un service de Santé national. »

Ce dernier extrait fleure le racisme, n'insistons pas, mais disons que ces retardataires à qui tous les arguments sont bons portent un grand tort à la cause des médecins, qui est bonne et digne d'un meilleur sort.

Après huit années d'études, l'obtention de vingt-quatre inscriptions par réussite aux examens de fin d'année et souvent supplémentairement la préparation d'un ou de plusieurs concours hospitaliers ou d'un examen de spécialiste, le médecin peut s'installer où il veut, ce qui signifie souvent où il peut.

Son revenu moyen en 1962 est de quatre mille cinq cents francs.

Il faut déduire de ce chiffre des frais professionnels élevés, mais moins qu'il est souvent prétendu.

Une des revendications majeures des médecins conventionnés réside dans le fait que leurs salaires étant connus pour 90 p. 100, ils voudraient bénéficier du régime fiscal du salarié, cette prétention est tout à fait légitime.

Les conditions de travail des médecins laissent rêveur. L'activité médicale commence généralement vers neuf heures par une visite, elle se termine aux environs de vingt heures.

La moyenne des actes médicaux hebdomadaires est de 60 consultations et de 40 visites.

Environ 80 p. 100 des médecins sont dé-

# MÉDECIN ET MALADE

## ● LA SITUATION

rangés 5 fois par mois entre 22 heures et 7 heures.

Les appels dominicaux sont supérieurs à six fois par mois.

Treize pour cent des médecins ne prennent pas de vacances, dont la durée moyenne est pour les autres d'un mois.

Cet esclavage permanent, qui est appelé profession libérale, mérite un certain respect.

Les omnipraticiens voudraient voir revaloriser l'acte clé : la consultation, ce qui amènerait automatiquement la révision des valeurs des actes de la nomenclature. Cette nomenclature est souvent critiquée, à juste raison, et il est difficile d'admettre qu'un lavage d'oreilles soit davantage rémunéré qu'une consultation qui implique une recherche, l'établissement d'un diagnostic et d'une thérapeutique.

Tout ceci ne condamne pas les conventions, et il faut que les médecins se rendent compte qu'un système ne vaut que par la valeur de ceux qui l'appliquent d'une part et que, d'autre part, seule leur unité leur permettra d'améliorer leur position dans un monde qui évolue vite.

### La médecine mutualiste

La mutuelle n'est à la base qu'un système d'auto-assurance sans but lucratif.

Au premier de ses stades, la mutuelle se contente d'obtenir à ses adhérents de meilleurs remboursements et, actuellement, suivant en cela les directives qui lui sont données, elle se tourne de préférence vers les médecins conventionnés.

Au deuxième stade, la mutuelle passe des accords avec des médecins dont elle se porte garante dans le but d'assurer à ses cotisants une médecine de qualité.

Au troisième de ses stades la mutuelle devient créatrice de ses œuvres sociales.

Possédant ses œuvres sociales, la mutuelle pose le problème du médecin travaillant à plein temps ou à temps partiel en tant que salarié. Le but de la mutuelle est toujours de promouvoir une médecine de haute qualité. Actuellement, cet impératif est facile à satisfaire par la possibilité de choix, en effet, les médecins sont nombreux qui désirent bénéficier des avantages de la Sécurité sociale pour leur famille et des possibilités d'obtenir une retraite convenable.

Ces médecins sont payés à la vacation pour éviter la multiplication des actes médicaux et la tentation de faire revenir le malade.

Le médecin ne recherchant pas la multiplication des actes, il est possible à la mutuelle de prendre en charge en tout ou partie le ticket modérateur, le malade lui ne réalise qu'un gain relativement faible et qui ne l'incite pas à fréquenter davantage son médecin. La pratique du « tiers payant », système dans lequel le malade n'a pas d'argent à donner, présente quelques inconvénients dont le moindre n'est pas que le malade oublie facilement le coût de la maladie, ce coût augmente considérablement et en fonction des services rendus, des résultats obtenus et des remboursements qui atteignent souvent 96 p. 100, il est fatal que le plafond de la cotisation soit relevé.

On le voit, la médecine mutualiste est complémentaire de la médecine conventionnée.

### Les cabinets de groupe

Pour donner à leurs malades des garanties de qualité équivalentes, les médecins ont créé des « cabinets de groupe ».

Le « cabinet de groupe » est une association de médecins omnipraticiens à laquelle s'adjoignent quelquefois des spécialistes, et qui dispose d'installations inhabituelles chez les omnipraticiens, telles que : laboratoire d'analyses, radiologie, etc. Ces installations font gagner un temps précieux tant aux médecins qu'aux malades, d'autre part, elles sont acquises en commun, et, de ce fait, plus facilement.

# MÉDECINE CONVENTIONNÉE MÉDECINE MUTUALISTE

## ALARMANTE DES HOPITAUX DEMANDE DES CRÉDITS 3 FOIS PLUS IMPORTANTS

### Conclusions et perspectives d'avenir

Les conventions qui ne sont avec beaucoup de retard que l'achèvement de la mise en place de la Sécurité sociale ne sont qu'une première étape vers une médecine accessible à tous.

L'accroissement de la consommation médicale, consommation de civilisation, est inéluctable. Cette consommation demande un nombre de médecins accru et une meilleure répartition.

La profession médicale évolue, les nouveaux modes de diagnostic et de traitement sont inaccessibles au médecin, le développement de la médecine préventive bouleverse le sens des préoccupations médicales.

Différentes catégories de Français sont sous-soignés, ce sont : les vieillards, les ouvriers agricoles, les familles nombreuses à bas salaire, les personnes non protégées.

La lutte contre le cancer, les maladies mentales et l'alcoolisme est insuffisante.

En matière de santé, toute économie va à l'encontre de l'économie générale.

Le plan, bien qu'en net progrès par rapport à l'ancien, est très insuffisant par rapport aux besoins. La situation alarmante des hôpitaux demande des crédits trois fois plus importants, la journée d'hôpital en chirurgie coûte plus de 120 F et, à ce prix, les malades sont couchés dans les couloirs.

La médecine mutualiste vient de marquer un point avec la construction du magnifique centre médico-chirurgical de la porte de Choisy.

### Mesures immédiates

Trois besoins demandent à être satisfaits en priorité :

1) La multiplication de l'association médicale sous toutes ses formes, avec dans un premier temps la constitution de

cabinets de groupe, de centres de diagnostic, de centres de soins dans les grands ensembles, et de centres de soins ruraux à l'échelle du canton et du district. Cette implantation amènera naturellement la création de maisons médicales dans ces mêmes limites ;

2) L'établissement de liens solides entre les médecins praticiens et les hospitaliers, toujours dans les mêmes limites (canton et district). Actuellement, les hospitaliers ont dans la majorité des cas plutôt l'ambition de trouver une erreur de diagnostic que de faire un contrôle dans le sens indiqué par le médecin praticien ;

3) La coordination des moyens de protection de santé et l'information du malade sur les possibilités qui lui sont offertes.

### Comment préparer la médecine de demain

Il faut avant tout mettre l'organisation sanitaire en état de répondre à une demande accrue. Une médecine gratuite peut être une mauvaise médecine si elle est rapide et superficielle ; or elle a ces deux défauts tant que les médecins ne sont pas en nombre suffisant et bien équipés. Il faut donc une politique d'expansion sanitaire de grande ampleur. L'instauration d'une médecine gratuite, sans la préparation des hommes et de leur équipement ne serait qu'une mystification de plus.

Cette politique débouche sur la création d'un service social de santé, d'ores et déjà des plans sont à l'étude. Il convient de souligner quelques points essentiels pour l'intérêt du malade et du médecin.

Le mode de rémunération du médecin importe peu à partir du moment où cette rémunération tient compte de sa qualification et de ses responsabilités, tout en lui donnant des garanties d'indépendance technique et professionnelle.

Il faut réorganiser et contrôler les laboratoires pharmaceutiques.

On ne peut avoir confiance dans les capitaux privés qui ont un but spéculatif et des exigences de rentabilité qui placent automatiquement le médecin sous la tutelle des intérêts privés.

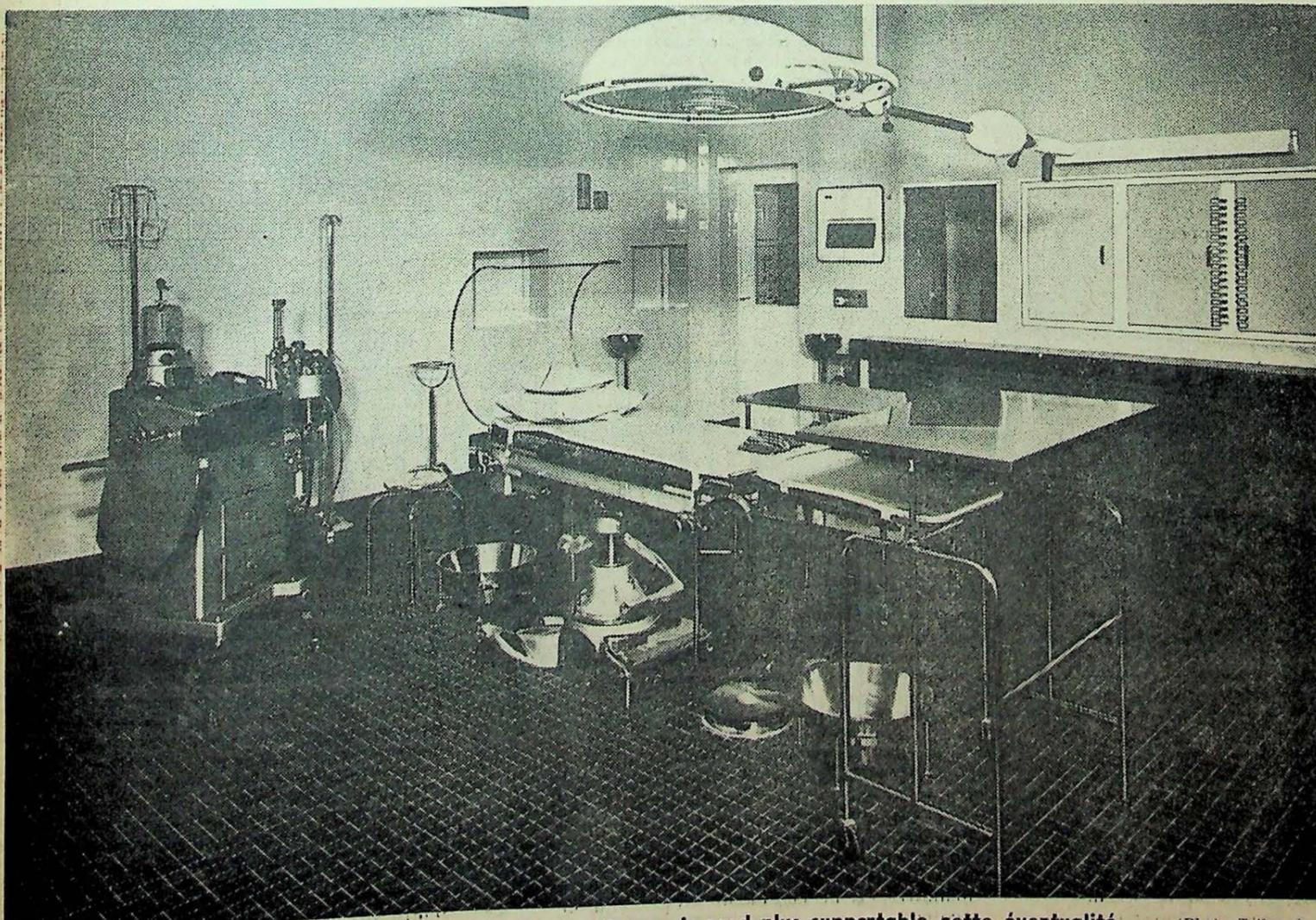
Il n'est pas permis de négliger l'intérêt que porte l'Etat à la santé, mais on ne peut faire confiance à la seule action de l'Etat actuel.

Il reste qu'entre l'Etat et les médecins, il existe des collectivités plus préoccupées que l'Etat lui-même de la réalisation d'une médecine de qualité. C'est l'intérêt des médecins et de ces collectivités d'unir leurs forces pour mettre en place progressivement les structures du Service social de Santé de demain.

Ce Service social de Santé devra être autonome et avoir une gestion tripartite : les médecins représentés par la confédération, les assurés sociaux par la F.N.O.S.S. et l'Etat par les administrations de tutelle. Il sera l'instrument d'une médecine de qualité, décommercialisée, scientifique, ouverte à tous, dont les médecins seront traités dignement et les malades humainement.

Pierre Bourgeois.

Nous devons de précieux renseignements à la revue « Correspondance municipale » dont le numéro 33 nous a été communiqué aimablement par notre ami Roger Beaunez, et dont la rédaction est due au Dr Bidegaray. Nous avons trouvé le meilleur accueil auprès de certains responsables de sociétés mutualistes, qui, comme les médecins que nous avons interviewés, ont préféré garder l'anonymat.  
A tous, nos sincères remerciements.



Cette salle ne donne pas envie d'y aller, mais rend plus supportable cette éventualité. Il faut ajouter que chaque chambre a : interphone, téléphone, distribution de musique, oxygène.

(Photo Tribune)

**A PROPOS DU TRAVAIL  
A TEMPS PARTIEL**

**U**NE lectrice, Mme N. Schön, de Joinville-le-Pont, nous fait part de ses réflexions à ce sujet :

« Je pense en particulier à une catégorie de femmes pour qui le travail à mi-temps pourrait être organisé facilement et sans risque de sous-rétribution : les enseignantes.

Assurément, le travail à mi-temps permettrait à des mères de famille contraintes actuellement d'abandonner provisoirement l'enseignement, de continuer à exercer leur métier. Inversement, un certain nombre d'enseignantes qui continuent actuellement à assurer un service complet demanderait à bénéficier du mi-temps : cette mesure ne changerait sans doute rien à la crise du personnel dans l'enseignement. »

Cependant, d'une façon générale, notre correspondante souligne les dangers de la formule du travail à temps partiel pour les femmes : « En résumé, le mi-temps me semble dangereux parce que, fournissant à des femmes une solution personnelle à travers une formule séduisante et facile à populariser, il peut les détourner de la recherche de solutions collectives sur le plan professionnel et social — et surtout parce que le travail à temps partiel serait trop souvent une occasion d'abdiquer, d'accepter de façon définitive une situation subalterne dans le couple, dans la vie de tous les jours. Même si le mi-temps n'était pas réservé aux femmes (et ce point est en effet important) il est à craindre que trop de mères de famille ne se précipitent vers cette solution de facilité, compromettant ainsi pour elles et pour les autres les vraies solutions. Trop de femmes encore ne sont pas convaincues de leur droit à l'égalité. »

**Défense des mutuelles**

Notre camarade V. Battist, de Ferrière-la-Petite (Nord), nous écrit :

« J'ai été surpris de trouver une affirmation discutable et à mon avis étonnante pour des socialistes — dans l'article de Maurice Combes (« T. S. » No 183), à propos de la mutualité.

M. Combes écrit : « Il paraît normal que la Sécurité sociale (...) ne procède pas à des remboursements sur la base de taux fictifs. » Il y a longtemps que les pharmaciens essaient, par cet argument, de diminuer l'importance du remboursement S.S. sur les médicaments délivrés par les pharmaciens mutualistes. En effet, ces pharmaciens ne réalisant pas de profits commerciaux, le prix marqué ne signifie rien pour elles : la pharmacie mutualiste a payé un médicament entre 55 p. 100 et 65 p. 100 de ce prix et se trouve remboursée de 70 à 90 p. 100 de ce même prix. (Cette marge, à Maubeuge par exemple, lui permet de fonctionner sans percevoir de cotisations.) Cela « paraît » peut-être anormal, mais il faudrait y regarder de plus près, car alors ce serait soutenir qu'il est :

— « normal » de rembourser 70 ou 90 p. 100 sur un médicament pour lequel le pharmacien détaillant a perçu de 35 à 45 p. 100 de bénéfice ;

— « anormal » de rembourser de la même façon la pharmacie mutualiste qui a pu, par ce moyen, délivrer gratuitement les médicaments à des salariés.

Je ne pense pas que nous ayons à nous enfermer dans cette logique, celle de notre système économique.

Au contraire, nous devrions insister sur le fait que — dans son domaine — la pharmacie mutualiste a prouvé que l'on pouvait, pour la même dépense de la Sécurité sociale, soigner gratuitement les malades. Il y a, bien sûr, des choses anormales : par exemple la surconsommation, le gaspillage des médicaments. C'est que les médecins ordonnent trop de médicaments, car eux aussi défendent leurs intérêts commerciaux. Et une étude faite par la S.S. à Maubeuge a montré que le nombre des clients est proportionnel à l'importance des ordonnances prescrites par les différents médecins dépendant de la caisse de Maubeuge. »

**Les sourds pourront bientôt entendre par les dents et par les yeux**

**C'**EST merveilleux ! Je ne suis plus sourd ! Maintenant, j'entends par les dents !...

Voilà ce que peuvent dire, depuis quelque temps, certains sourds ayant servi de cobayes, en Allemagne de l'Ouest, pour des expériences extrêmement originales.

Aux diverses méthodes employées jusqu'ici pour « appareiller » les cas de surdité susceptibles d'être traités, trois stomatologistes allemands viennent, en effet, d'en ajouter une nouvelle.

Les docteurs Lucke, Puharich et Lawrence ont fait construire par des électroniciens un minuscule émetteur-récepteur d'ondes radio, huit fois plus petit qu'un dé à coudre. Des émetteurs-récepteurs de ce genre sont d'ailleurs employés depuis longtemps déjà en biologie et en médecine, par exemple, pour aider à établir des diagnostics concernant des troubles de l'estomac.

**Un émetteur logé dans une molaire**

Cet appareil est ensuite logé dans une molaire appartenant à la mâchoire inférieure et préalablement creusée avec soin. Si le seuil d'audition du sourd est assez bas, on place également un micro amplificateur, soit dans la molaire voisine, soit dans une autre dent faisant partie d'un bridge.

En procédant ainsi, il est possible de se servir des nerfs dentaires pour transmettre les ondes sonores.

Pour l'instant, on n'en est encore qu'aux expériences et l'on cherche à améliorer au maximum la méthode.

Précisons tout de suite que tous les cas de surdité ne sont pas justiciables de ce procédé. Mais les premières observations permettent un espoir pour d'assez nombreux sourds.

On connaît bien les « lunettes pour sourds » contenant un dispositif à transistors. Il se peut, maintenant, que les sourds aillent se faire soigner... chez le dentiste !

**On pourra aussi entendre... par les yeux**

Il est impossible de parler de cette réalisation allemande sans évoquer, à son côté, l'avenir d'un prototype sensationnel présenté, il y a quelques années déjà, par un savant français, le professeur Djourné.

Très ingénieux et relativement simple, ce dispositif, quant à lui, doit permettre aux sourds — même à tous les sourds complets — d'entendre par les yeux. Du fait de la discrétion et de la modestie de son auteur, réputé pour de nombreux travaux très originaux, il reste encore très peu connu.

L'appareil est relié, d'une part, à un micro et, d'autre part, à un oscilloscope qui traduit sur un écran, par des traits caractéristiques et lumineux, les variations électriques de la voix. On parle devant le micro et l'on voit alors les voyelles se projeter sur l'écran selon une image invariable pour chacune d'elles.

Chacun peut reconnaître très vite un A d'un O et d'un U. A, par exemple, apparaissant comme un trait vertical, E comme un trait horizontal, etc., que la voyelle soit prononcée d'une voix grave ou d'une voix aiguë, le dessin lumineux de la voyelle est le même.

Puisqu'on peut réaliser un alphabet phonétique en transmettant des images correspondant aux sons, il y a là, pour les sourds complets, impossibles actuellement à appareiller, une possibilité d'entendre en somme par les yeux.

Ouvrons ici une parenthèse montrant combien toutes les recherches entreprises pour remédier aux infir-

mités ont des prolongements inattendus. Car, avec l'appareil du professeur Djourné, d'autres recherches passionnantes peuvent être effectuées sur la « voix » et le langage des animaux.

En enregistrant, grâce à lui, les manifestations vocales des bêtes, on pourra obtenir — avec les images de la voix animale — les premiers documents « objectifs » sur le langage de nos frères dits « inférieurs ». On ne confondra pas des sons paraissant identiques à l'oreille mais possédant en réalité des différences perceptibles par l'appareil.

Il n'est pas utopique d'envisager, désormais, de dresser un premier inventaire véritablement scientifique du langage des animaux selon leur espèce, comme certains savants ont cherché à le faire avec des chimpanzés, des chiens, des poissons et des oiseaux.

On pourra peut-être alors, une fois cet « inventaire-dictionnaire » établi, essayer de se livrer à une œuvre magnifique et bouleversante pour les hommes : le déchiffrement du langage des bêtes.

**Des sourds-muets de naissance pourront entendre comme nous**

Revenons maintenant aux recherches nouvelles pour faire entendre les sourds. Des spécialistes américains de Los Angeles espèrent pouvoir même faire entendre à certains sourds-muets de naissance les sons tels que nous les entendons nous-mêmes.

Voici le résumé de leurs premières expériences. Au tympan d'un sourd, ils incorporent une électrode. Puis ils remplissent l'oreille moyenne avec une solution physiologique. Transmise par l'électrode, l'impulsion sonore est alors véhiculée à travers le liquide conducteur jusqu'au nerf auditif qui se trouve ainsi stimulé (pour autant que l'état de ce nerf le permette).

Pourra-t-on, en partant de ces expériences, mettre au point un procédé valable pour appareiller de nombreux sourds ? Les chercheurs américains le pensent.

Mais les causes de surdité étant multiples, indiquons encore une fois qu'il ne saurait s'agir là d'une panacée pour tous les sourds.

**Une pipe pour les « mal parlants »**

De tous les côtés, des savants, appartenant à des disciplines très diverses, se consacrent à rendre aux infirmes leurs sens perdus et leurs activités disparues, ou bien à améliorer leur sort et à faciliter leur vie.

Pour les aveugles, les sourds, les paralysés, les muets, des espoirs se lèvent : opérations chirurgicales nouvelles pour les guérir, méthodes ou prothèses nouvelles pour les soigner, machines nouvelles pour venir à leur secours (tels que les radars pour aveugles), la liste des travaux en cours serait longue à établir.

D'entre toutes ces recherches, citons seulement l'une des plus curieuses et des plus simples. Beaucoup de personnes ont des cordes vocales défaillantes, soit temporairement, soit définitivement, à cause de maladies ou d'opérations.

Pour ces « mal parlants », deux savants soviétiques, les docteurs Salosin et Prokhorov ont inventé... une pipe. Tout à fait semblable à une pipe de fumeur. Dans cette pipe, où il n'y a pas de tabac, un petit dispositif électronique alimenté par une pile envoie un son par le tuyau.

Une fois cette pipe dans la bouche, le son émis par le générateur est modulé par le malade lui-même, qui articule ses mots. Le « mal parlant » bénéficie, de cette façon, d'un artifice sonore qui permet de le faire entendre avec netteté.

Jacques Bergeal.

ARCHITECTES - BUREAUX D'ETUDES - ENTREPRISES - COLLECTIVITES

**TECHNIQUES TOPO**

70 bis, rue de Romainville — Paris 19<sup>e</sup>

- LEVE ET DRESSE TOUS VOS PLANS TOPOGRAPHIQUES
  - NIVELLEMENT - IMPLANTATIONS - ATELIER DE DESSIN
- France. Etranger

**ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO**

La 1<sup>re</sup> édition vraiment complète "Paris Match"

3 magnifiques volumes 21 x 27, épaisseur 6,5 cm, de 1800 pages environ, relié pleine toile, tranche dorée à l'or fin.

- ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES
- ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES
- ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES COMPLÈTES.

Chaque volume peut être vendu séparément mais, afin de profiter des conditions exceptionnelles (à partir de 13,50 F par mois le volume) offertes à nos lecteurs pour quelques jours encore, hâtez-vous de nous adresser le bon ci-dessous pour recevoir une documentation gratuite.

**BON** à adresser à : Librairie PILOTE, 30 rue de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup>.  
Veuillez m'adresser je vous prie sans engagement de ma part, une documentation gratuite concernant les Œuvres Complètes de VICTOR HUGO.

Nom : \_\_\_\_\_ Profession : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
T.S. H \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

# Un aspect du néo-colonialisme français : la situation des "jeunes" du tiers monde en France.

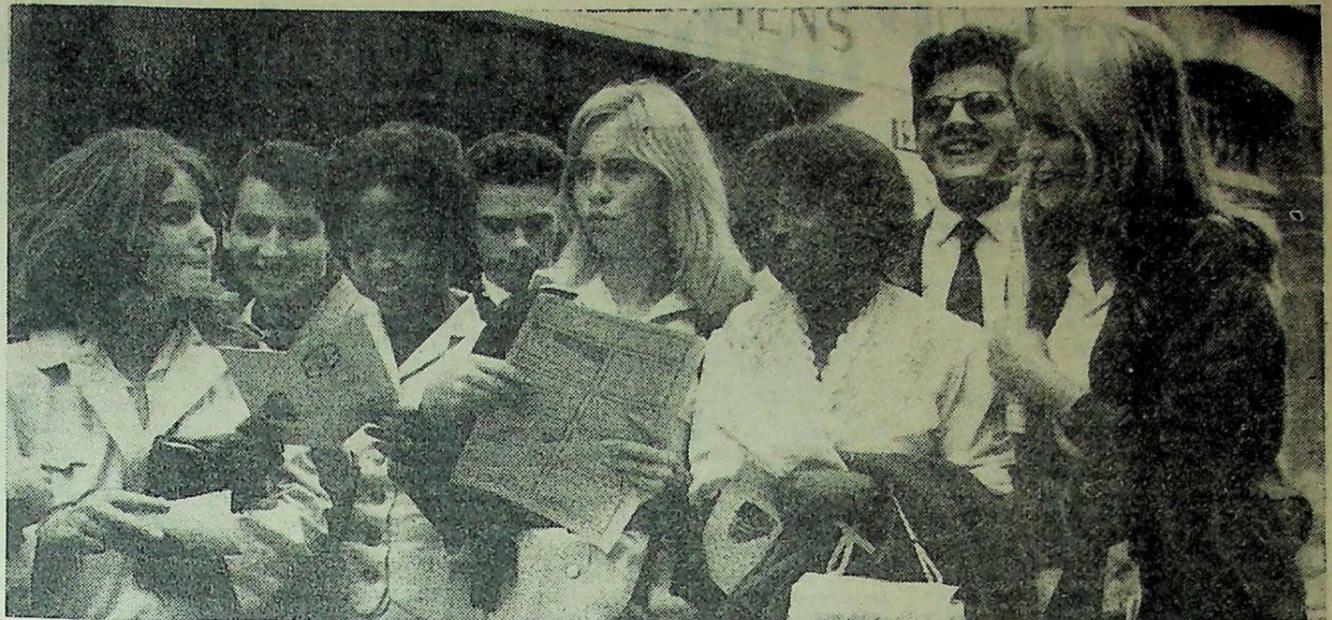
**L**E « ressortissant » du tiers monde qui arrive en France, qu'il soit étudiant ou simple manœuvre, se heurte à une première difficulté : celle de se loger.

Certes, la plupart des travailleurs du tiers monde occupent, en France, des postes dont ne veulent généralement pas les Français : manœuvres, balayeurs de rue, etc. Leur situation économique pourrait donc expliquer l'état de leur habitat. Cependant, nous constatons que les conditions de logement des uns, travailleurs manuels, comme des autres, étudiants, restent dans l'ensemble absolument déplorables.

Pour ce qui est des étudiants, ils se heurtent à des difficultés considérables qui sont à la fois l'expression, d'une part, des structures politiques françaises (politique du logement étudiant dans son ensemble) et, d'autre part, de la mentalité du peuple français, mentalité conditionnée et façonnée par les gouvernements français et leurs services de propagande, qui donnent au peuple français une certaine vision du tiers monde et, partant, des étudiants du tiers monde.

Cette propagande ne cesse, en effet, d'inculquer au Français une certaine idée de supériorité dont se sont toujours servis les colonialistes, hier sous une certaine forme, aujourd'hui sous une autre.

Qu'un Algérien ou qu'un Africain commette un crime et c'est tout un déchaînement d'arguments passionnels dont sont spécialistes, en particulier, « France-Soir » et « Paris-Press ». Qu'un événement politique survienne dans ces pays, indépendamment des commentaires politiques qui peuvent, parfois, présenter ce peuple comme l'ennemi du « Blanc », qui sont plus probants (et, partant, utiles à cette propagande) parce que touchant l'homme de la rue dans la partie la plus sensible de son intelligence, on tient toujours à donner à ces événements le caractère de phénomènes typiques de peuples non évolués. Combien de Français ont, par exemple, condamné le putsch de Salan, non pas en tant qu'acte politique néfaste à l'avenir de la France, mais en tant qu'acte poli-



La jeunesse ne connaît pas de frontières...

(Photo Agip.)

tique rabaisant la France au niveau des républiques sud-américaines ?

Ce jugement, objectivement vrai quant à la signification politique de l'acte, devient insultant lorsqu'il est entaché d'un faux orgueil, vue la situation de la France depuis 1958.

En outre, la presse néo-colonialiste ne cesse de donner le sceau de l'immoralité et de la barbarie à tout événement important d'un pays du tiers monde : ce sont les « coupeurs de tête », les « cannibales », les « massacreurs » de missionnaires et combien d'autres choses. La propagande politique néo-colonialiste a comme principe de présenter, sous la forme romanesque, l'événement le moins susceptible de telles interprétations.

Les résultats sont là : positifs, succulents. Mais ce ne sont ni les beaux discours, ni les voyages coûteux et hypocrites, ici où là, qui effaceront les traces de ce qui reste la nourriture quotidienne des étudiants du tiers monde en France.

Prenons, donc, l'une des conséquences de cette politique, dont nous parlions plus haut : la difficulté de se loger. Que constatons-nous ?

Il existe, certes, une petite minorité d'étudiants logés en cité. Encore qu'il faille, ici, dénoncer certains scandales. La politique du gouvernement français en la matière tient compte de certains critères politi-

ques. En particulier, en ce qui concerne certains étudiants africains plus ou moins bien vus de leur gouvernement respectif et partant du gouvernement français. On peut dire, qu'en gros, ce ne sont pas toujours les plus nécessaires qui s'y trouvent, mais les plus nécessaires quant à la poursuite des ambitions néo-colonialistes de l'actuel gouvernement français, dont la politique n'est pas la moindre parmi les pires.

Par ailleurs, au C.O.P.A.R., nombre d'offres de chambres pour étudiants portent la mention F (Français) ou E (Européen). Il existe, donc, une véritable ségrégation raciale, et ce n'est pas exagérer que de le dire, au niveau du logement étudiant.

Il existe aussi un centre chargé de loger les étudiants étrangers (rue Vauquelin). Nombre d'étudiants étrangers « d'outre-mer » se voient poliment refuser une chambre par des attermolements répétés. « Revenez », « Revenez ». L'un d'eux, Tunisien, m'a confié qu'il lui a fallu quatre mois pour obtenir une chambre par le canal de cet organisme, alors qu'il était certain que des Européens venant après lui en trouvaient une.

Devant un tel phénomène, les étudiants du tiers monde réagissent passionnellement. Trop passionnellement, en accusant la gauche fran-

çaise ou l'U.N.E.F. de ne rien faire. Ils se laissent aller à des généralisations trop abusives qui ne peuvent qu'être néfastes pour l'avenir de la démocratie. S'il manque à la gauche française la cohésion nécessaire pour réprimer la politique réactionnaire de de Gaulle, il manque aussi à beaucoup des dirigeants des associations d'étudiants, ce sens aigu de l'analyse des phénomènes sociaux en vue d'y apporter une solution démocratique.

En conclure que les Français sont racistes reste insuffisant. En dehors d'une minorité importante, malgré tout, de Français qui se sont adaptés à divers degrés et de façons différentes au phénomène nouveau de la décolonisation, d'une manière positive, une très large part du peuple français reste encore sous l'emprise de la propagande néo-conservatrice du gouvernement de de Gaulle, ce qui détermine chez eux un mode négatif d'insertion dans notre monde à venir.

La difficulté de se loger reste un problème parmi tant d'autres, et n'est qu'un aspect d'une réalité plus globale, le néo-colonialisme, dont les démocrates conscients des deux côtés, se devraient de rechercher les grandes lignes de force, pour atténuer les interprétations passionnelles de ses diverses conséquences.

Henri Lamon.

## CAMPAGNE DE BONS DE SOUTIEN A TRIBUNE SOCIALISTE

### Le courrier de la campagne de Bons de Soutien

**CANTAL.** — La bonne section de Mauriac (1 seul membre : moi-même) ayant vendu les 15 carnets que je m'étais réservés... je me sens assez de courage pour vendre 4 autres carnets que tu voudras bien m'envoyer le plus rapidement possible.

**MAINE-ET-LOIRE.** — Je pense que les carnets que tu m'as envoyés ne sont pas suffisants. Compte tenu de l'effectif de la fédération et de la participation active que j'espère de tous (je vais envoyer une lettre spéciale à chacun des adhérents), je te demande de m'en faire parvenir au plus tôt 50 supplémentaires.

**NIÈVRE.** — Veuillez m'envoyer d'urgence 15 nouveaux carnets de bons de soutien, le premier envoi est à peu près épuisé.

Dans un précédent numéro, nous avons exposé en détail les raisons et les buts de cette campagne. Comme l'année dernière, la vente des bons de soutien doit nous permettre de passer le cap difficile des vacances et surtout de développer notre hebdomadaire.

D'un prix modique (1 F), les bons de soutien sont groupés par carnets de 10.

Voici la liste des lots :

- |   |   |  |
|---|---|--|
| 1 <sup>er</sup> lot. — Une voiture Renault R 4 L. | 6 <sup>e</sup> lot. — Un bateau pneumatique.  | Un coffret Kodak ; du 31 <sup>e</sup> au 40 <sup>e</sup> lot. — Un duvet ; du 41 <sup>e</sup> au 50 <sup>e</sup> lot. — Un matelas pneumatique ; du 51 <sup>e</sup> au 60 <sup>e</sup> lot. — Un lit de camp ; du 61 <sup>e</sup> au 70 <sup>e</sup> lot. — Un jeu de ping-pong ; du 71 <sup>e</sup> au 80 <sup>e</sup> lot. — Un livre d'art ; du 81 <sup>e</sup> au 90 <sup>e</sup> lot. — Un album de disques ; du 91 <sup>e</sup> au 100 <sup>e</sup> lot. — Un fer Thermor ; du 101 <sup>e</sup> au 110 <sup>e</sup> lot. — Un combiné Marinette ; du 111 <sup>e</sup> au 1.110 <sup>e</sup> lot. — Un disque 45 tours ou un livre, |
| 2 <sup>e</sup> lot. — Un combiné stéréophonique.  | 7 <sup>e</sup> lot. — Un magnétophone.  |  |
| 3 <sup>e</sup> lot. — Un réfrigérateur.           | 8 <sup>e</sup> lot. — Un aspirateur.  |  |
| 4 <sup>e</sup> lot. — Une caméra avec étui.       | 9 <sup>e</sup> lot. — Un poste transistor.  |  |
| 5 <sup>e</sup> lot. — Un électrophone.            | 10 <sup>e</sup> lot. — Un appareil photo avec étui.   |  |
|   | Du 11 <sup>e</sup> au 20 <sup>e</sup> lot. — Un rasoir Remington ; du 21 <sup>e</sup> au 30 <sup>e</sup> lot. — |  |

soit au total 1.110 lots, représentant plus de 3 millions d'anciens francs

Le tirage aura lieu le 30 mai 1964

Les lots devront être retirés avant le 30 juin 1964

La vente des carnets est assurée sous la direction de responsables fédéraux qui répartissent les carnets entre les sections (chacun de ces responsables vient de recevoir une attribution de carnets).

Les isolés ou sympathisants qui ne pourraient se procurer des carnets à l'échelon fédéral peuvent passer des commandes directement à TRI-

BUNE SOCIALISTE, 54, boulevard Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>), à condition de payer à la commande (10 F le carnet). C.C.P. Denise Garnier, n° 20.898.21 Paris.

Amis lecteurs, aidez-nous à faire de cette campagne un grand succès qui permettra à TRIBUNE SOCIALISTE de mieux vous satisfaire.

# ... De 1899 à aujourd'hui sous l'influence de Maurras

**L**E livre qu'un professeur américain a écrit sur « l'histoire du principal mouvement royaliste et nationaliste de la France au XX<sup>e</sup> siècle » est un ouvrage passionnant que je recommande vivement à nos amis de lire.

Nul ne peut nier l'influence que « l'Action Française » a eue sur les événements politiques de la III<sup>e</sup> République.

« Son histoire est pleine de paradoxes », nous dit E. Weber, et le fait est que les méandres de l'existence de « l'A.F. » nous sont objectivement présentés dans cet ouvrage.

Mais comme « l'A.F. » fut en toute circonstance l'adversaire acharné des thèses républicaines et démocratiques, et que notre combat politique de chaque jour est d'assurer la défense et la victoire de ces thèses, ce livre nous intéresse encore plus, nous, militants de gauche.

Il est impossible de le résumer puisque chaque date, chaque événement est un maillon nécessaire au déroulement connu de l'histoire.

Peut-être, une analyse critique, faite par un contemporain de ce demi-siècle, rectifierait-elle quelques erreurs d'interprétation historique.

Mais ce qui importe, je crois, après avoir lu ce livre, c'est, compte tenu de l'atmosphère où il nous fait vivre, de noter les réflexions qu'il nous inspire.

Et surtout, pour les hommes de notre génération, qui, trop jeunes pour avoir vécu ces événements, n'ont pu les connaître que par des livres, des articles ou des récits.

## L'ACTION FRANÇAISE

par Eugen WEBER

Beaucoup, du reste, n'ayant pas lu les livres de Maurras mais seulement les principaux articles parus dans « l'Action Française ».

Je me souviens à ce sujet d'une réflexion de H. Herriot à propos de Maurras qu'il avait tant combattu : « Lui présent, il ne pouvait être l'homme de sa politique. Lui disparu, il servira de caution et d'inspiration à bien des politiques. »

Ce fait semble se vérifier bien souvent, et le général de Gaulle, dont nous connaissons la formation réactionnaire, a été fortement marqué par le « maurrassisme » qui aujourd'hui encore inspire bien de ses actes politiques.

Ce livre nous permet donc de remettre de l'ordre dans notre mémoire.

Avec le recul du temps, nous jugeons mieux les erreurs que firent commettre à beaucoup d'hommes le parti pris de classe, le complexe de supériorité ethnologique ou la référence au critère raciste.

Nous qui nous situons par rapport à l'affaire Dreyfus, ne pouvons ignorer que d'autres en sens inverse y firent également leur choix.

Et si notre générosité, notre attachement à la justice, notre humanisme, notre compréhension de l'évolution sociale, se retrouvent dans la lutte de nos pères avec les fautes, les erreurs, les insuffisances inhérentes à

ces bouleversements, nous devons prendre conscience que pour bien d'autres hommes, ces transformations, ces substitutions d'intérêts, ces pertes d'influence étaient condamnables, et que l'ordre pour eux c'était la « conservation », garantie par une action politique d'autorité basée sur le coup d'arrêt à toutes ces transformations, sur la « réaction » des valeurs passées contre le progressisme des forces en marche, nécessairement du reste, dans le désordre des événements.

Et rien n'évolue très vite. On peut mieux comprendre les raisons qui firent que dans la guerre d'Algérie, le racisme atteignit non seulement les couches aristocratiques et conservatrices de la population, mais également les bases ouvrières. Ce sont les mêmes raisons qui hier amenaient des travailleurs à être pour Valois ou Doriot, ennemi du capitalisme, attachés aux souvenirs de guerre et le traduisant en égoïsme national. Un peu comme ce complexe de « l'instituteur lieutenant » qui se révèle plus nationaliste que socialiste. Et je pense au courant qui dans la S.F.I.O. suit Lacoste et Lejeune.

Et l'analogie peut aller jusque dans l'accord tacite que donne la majorité des Français de 1964 au vocabulaire nationaliste d'un de Gaulle qui rabat leur caquet aux Américains et voit encore dans les Russes la « menace contre la civilisation chrétienne », fait avant-hier par Maurras et hier par Argoud, Soustelle et Lagailarde à Alger.

### Une lutte qui sera longue

Et il est puissant ce réflexe nationaliste. Regardez les réactions aux articles de Cartier dans « Paris-Match », et demandez à tous nos camarades les difficultés qu'ils ont à faire comprendre nos thèses de coopération et d'aide avec tous ceux qui à travers le monde conquièrent leur indépendance en se référant à nos idées révolutionnaires.

La leçon de ce livre, pour nous socialistes, est que notre lutte sera longue et qu'elle s'inscrit dans la suite logique des combats menés depuis des décennies par nos prédécesseurs.

Certes, aujourd'hui, les données politiques et économiques ont évolué. On ne vit plus dans la servitude d'hier, et d'autres forces de pression commandent d'autres formes de lutte, mais finalement, le combat mené par nos aînés contre « l'esprit » de « l'Action Française » se continue aujourd'hui, et bien des critères de ce combat demeurent valables.

Contre le socialisme, transformateur de la société capitaliste, il y aura toujours la conjonction d'autodéfense des bien-pensants, des bien-nantis, des égoïstes. Et évidemment hélas ! ils ne sont pas tous en dehors de la classe ouvrière.

Le racisme si cher à Maurras atteint toutes les classes de la société, et la lutte contre lui reste l'une des exigences fondamentales des forces socialistes.

A force de calomnier... la calomnie est parfois prise pour vérité. Et les attaques constantes de Maurras, Daudet et consorts ont finalement distillé leur venin et pourri bien des consciences. Elles ont bien trop souvent été l'alibi des attentistes et elles ont paralysé l'action de ceux qui les jugeaient avec lucidité.

Oui, ce livre nous apprend beaucoup.

On pourrait penser, par exemple, que les hommes de « l'Action Française » qui ont hier insulté, calomnié, dénoncé les hommes de la gauche comme Blum, Briand, Dormoy, Salengro, Zay, Mendès-France, Cot, se sont à tout jamais évanouis avec leur haine.

On aimerait avoir la certitude que tous ceux, disciples de Maurras, qui se réjouissaient de l'assassinat des juifs, ou prêchaient la lutte contre la Résistance, ont compris leurs erreurs et se sont oubliés s'ils ont échappé à la justice.

### Une lecture édifiante

Eh bien, la lecture de ce livre est édifiante ! Elle remet bien des noms en mémoire, qui ont été formés à l'école du maurrassisme, à la fraternité contre « la gueuse », à la lutte contre la République et la démocratie.

L'Académie Française est souvent pour eux le meilleur salon où l'on peut causer. Et Thierry Maulnier vient d'y retrouver Henri Massis, fidèle laudateur des régimes de Franco et de Salazar, et inspirateur de bien des conceptions politiques du poujadisme. Cette Académie où siègent Abel Bonnard, Pierre Benoit, le maréchal Pétain, le général Weygand... et j'en passe.

La presse d'extrême droite reste leur refuge, et Lucien Rebatet, Ralph Soupault, Pierre Dominique, Simon Arbellot continuent à vivre de leur plume. Cependant que « Aspects de la France » succède à « l'Action Française », et que Xavier Vallat, Georges Gaudy, Beau de Loménie, Henri Lebre s'accrochent à la défense de la propagande royaliste et luttent contre le gaullisme, parce que l'O.A.S. en qui ils plaçaient à nouveau tant d'espérances a échoué dans son assaut contre la République.

Et Pierre Gaxotte continue à écrire son histoire de la France entre deux éditoriaux du « Figaro ». Georges Blond, lui, se spécialise dans les récits de guerre et présente ses livres avec la bénédiction de la R.T.F.

Et restant dans la ligne politique de leur jeunesse et se référant à ces mêmes principes chers à Maurras, on peut dans la presse française, de « l'Equipe » à « Candide » en passant par « Arts », rencontrer Antoine Blondin, Cecil St-Laurent, Kléber Haedens...

Alors même qu'on apprend avec étonnement que des hommes aussi différents que J. Debu-Bridel et Claude Roy, furent en leur jeunesse, tentés par « l'Action Française ».

Il est vrai qu'un adversaire de cette même « A.F. » s'appelait Georges Bidault et que Soustelle faisait le coup de poing contre eux au Quartier Latin.

Oui. Livre fort intéressant. Qu'il faut lire et méditer. Fresque des années où nos pères et grands-pères luttèrent pour nos principes républicains.

Salutaire rappel pour fortifier notre volonté et notre vigilance.

Mais après cette lecture, IL FAUT lire le livre de Georges Boris : « Servir la République » (Editions Julliard). Les articles que pendant toute cette période il écrivit dans « La Lumière » sont la réponse courageuse et lucide à l'action destructrice des gens de « l'A.F. ».

J'insiste pour que dans la bibliothèque de nos lecteurs, cet ouvrage de notre regretté ami et maître accompagnant l'ouvrage de E. Weber. Il fausses et au verbiage haineux des est le contre-poison efficace aux idées Maurrassiennes.

H. P.

Editions Stock.

## LES BALLETS SOVIETIQUES A PARIS



(Photo Tribune)

Dans le cadre du Théâtre des Nations, les Etoiles des Ballets soviétiques se sont produites à Paris depuis le 6 mars.

Pour la première fois une jeune chorégraphe française, étudiante à l'Institut de chorégraphie de Paris, Vera Bouadora, présentait l'une de

ses œuvres : « La fiancée du vent ». Sur notre photo les deux interprètes de ce ravissant et talentueux pas de deux :

Guenadi Leocach, du Bolchoï de Moscou et la grande danseuse Ellenora Vlassova, danseuse étoile du Théâtre Stanislavski de Moscou.

TRIBUNE  
DES ARTS

Télévision

ROSSELLINI A  
TOUJOURS RAISON

J'E sais personnellement la qualité de certains techniciens qui collaborent ou ont collaboré au service de la recherche de la R.T.F. J'ai eu la chance de voir travailler, et aussi de travailler moi-même avec certains d'entre eux. J'ai pu apprécier et savourer l'intelligence auditive et sensible d'un Bonfanti, ce magicien du son, ou la perspicacité aiguë de Perini, un autre spécialiste du micro ; ou encore la virtuosité épidermique d'un Pierre Lhomme, le sens du mouvement et de la lumière d'Etienne Becker à la caméra. J'ai suivi également les efforts longs, acharnés de Mario Ruspoli, ses échecs, ses réussites. Ce qui fait que je n'en suis que plus à l'aise pour demander le sens, les motifs de cette émission de dimanche soir, « Un certain regard ».

Mais de quoi s'agit-il ? Lâchons le mot ou plutôt la formule : de « cinéma-vérité ». Et qu'est-ce que le « cinéma-vérité » ? Les thèses varient, se complètent parfois, et souvent divergent. Rouquier a dit qu'il s'agissait pour lui de la reconstitution authentique d'un phénomène social, d'un événement. Et s'il ne pouvait reconstituer, il s'agissait de mettre en condition les acteurs naturels, les protagonistes d'une tranche de vie mais, et c'est cela qui nous importe, en sachant à l'avance ce qu'il allait tourner. Pour Pierre Lhomme, la possibilité de pouvoir se promener dans une rue, une caméra à l'épaule, un micro à l'affût représente la chance qu'il a de surprendre à travers le quotidien, les mille et un petits drames qui le composent. Pour l'un comme pour l'autre, cette méthode de travail ne se conçoit qu'à partir du moment où ils peuvent tourner en synchrone, c'est-à-dire la caméra et le magnétophone tournant en même temps. Et, une fois que ces deux appareils enregistrent simultanément l'image et le son, s'ils sont maniables, c'est-à-dire miniaturisés à l'extrême, on déclare : voilà le « cinéma-vérité ».

Ce vocable me gêne. La vérité, elle n'est jamais une, indivisible, totale, absolue, intégrale. Elle est le fait d'un moment, d'un instant, elle est une vérité opposée à d'autres vérités tout aussi valables.

Un moyen et non une fin

J'ai le sentiment de plus en plus vivace que cette méthode que d'aucuns souhaiteraient ériger en règle absolue ne saurait, en fait, s'appliquer que dans un certain nombre de cas véritablement limités, ne saurait et ne devrait trouver sa plénitude d'expression que dans le grand reportage d'actualité. Au moment où tout est spontané, lorsque le journaliste n'est plus qu'un œil, qu'une oreille, lorsque l'événement éclate avec brutalité, mais aussi avec spontanéité, lorsque rien n'est prémédité. Et si aujourd'hui nous avons le son portatif pour compléter l'image, c'est bien, c'est mieux. C'est d'autant mieux que l'on ne saurait plus s'en passer. Mais, de grâce, assez de chapelles.

Il faut tuer le mythe du moyen technique érigé en système car il asservit progressivement le technicien le plus sensible, le plus talentueux. Et Rossellini, une fois de plus, a raison lorsqu'il déclare, dans cette même émission, qu'il convient d'applaudir au perfectionnement de la technique, mais qu'il convient également de ne le considérer que comme un moyen et non comme une fin. Car, que devient alors le jugement de l'homme et que devient l'expression de l'art ? Il est vrai qu'il pose aussi la question : faut-il ou ne faut-il pas faire de l'art ? Et qu'est-ce que l'art ? Mais il y répond implicitement lorsqu'il distingue la notion de choix. A partir du moment où l'individu parvient à s'abstraire de la machine pour faire son choix, on assiste à la manifestation d'une volonté concertée, dirigée ; parfois d'un instinct. Mais cela provient toujours de la tête ou du cœur. Et c'est ce qui compte.

Caméra témoin ? Oui. Cinéma-vérité ? Non.

Claude Barret.

Cinéma

“ LE JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBRE ”

de Luis BUNUEL



Jeanne Moreau : un rôle perturbant et révélateur.

DANS L'Enfance d'un chef, Sartre s'est plu à décrire le rôle de l'inversion dans une prise de conscience fasciste ; c'est souligner brillamment, avec un rien de provocation sympathique, ce qu'unz telle démarche politique implique d'idées contre nature. Avec Bunuel et Le Journal d'une femme de chambre, les choses sont également évidentes, mais plus simples. Un fasciste, c'est d'abord un pauvre con, refoulé et violent. Au niveau de l'office, cela donne un bonhomme sournois, envieux et solitaire dont les rares plaisirs sont de lire L'Action Française, de moucharder et de faire souffrir les volatiles du poulailler. Incidemment, d'éventrer une fillette.

Indicateur de police et briseur de grèves, c'est ce que rêve de devenir Joseph (Georges Géret) au fond de sa chambrette décorée d'emblèmes militaires, royalistes et religieux. C'est ce qu'il deviendra après le service crapuleux que lui rendra M. Chiappe (1) en escamotant son procès. Car Joseph n'aura pas toujours (Dieu merci !...) affaire à des oies blanches ou à de vieilles et passives collègues. L'arrivée de Célestine (Jeanne Moreau) au « Prieuré », la maison de l'étrange M. Rabour (Jean Ozanne), marquera pour le domestique pervers la fin de la comédie ; le moment où il lui faudra choisir entre l'amour qu'il éprouve pour la nouvelle femme de chambre et la poursuite de ses dangereuses manigances.

Célestine joue dans cet univers bourgeois et provincial des années 30 un rôle perturbant et révélateur. C'est une femme jeune, intelligente et belle qui n'en est plus à son premier bonnet blanc. Elle arrive de la ville. Le regard étonné ou amusé qu'elle pose sur ses patrons (un vieillard fétichiste, une patronne frigide et son mari en retard d'affection) ou ses voisins, c'est le regard de la lucidité, une lucidité relative, à la mesure de son état, mais tout de même positive. En dépit de son mariage avec le capitaine Mauger (Daniel Ivernel) qui la voue pour quelques lustres au tricot de flanelle et à la tisane du soir, Célestine reste disponible (récupérable, dirait Sartre). Le changement de servitude n'est pas ici une erreur : c'est le prix de la liberté et de l'innocence dans un monde bourgeois qui n'en a pas fini avec les orages sociaux...

Mais ceci est une autre histoire... Celle que nous conte Bunuel dans « Le Journal » est extrêmement attachante. Rien d'outré ou de démonstratif : tout se passe dans l'ordre et le respect des conventions, avec juste ce qu'il faut d'humour pour ne pas être dupe des

apparences. C'est, de surcroît, admirablement mis en scène, avec une douceur insinuante mais décisive. Oui, Jeanne Moreau a raison ! Bunuel est un « observateur terrible ».

Jean-Jacques Vernon.

(1) Ancien préfet de police qui participa activement à la préparation du 6 février 1934... et interdit L'Age d'or, l'un des premiers films de Bunuel.

MUSIQUE  
DISQUES « CLUB »

Le principe du club est de révéler des œuvres inconnues ou d'éditer des œuvres connues qui ne le sont pas.

Le Club français du Disque, 8, rue de la Paix, ne s'est pas toujours conformé à ce principe, le premier disque de sa nouvelle collection « Princes » était consacré au V<sup>e</sup> Concerto de Beethoven. Bien que confirmant un jeune pianiste déjà distingué par la Guilde des artistes français, le choix de l'œuvre était discutable, et bien que donnant une exécution fraîche et sans mièvrerie, le jeune pianiste était distancé par quelques-unes des vingt-quatre versions existantes !

Le disque n° 7 qui vient de nous parvenir procède d'un très bon choix au contraire. Le II<sup>e</sup> Concerto de Tchaïkovsky n'est jamais joué au concert et peu enregistré, c'est regrettable ; il est d'une qualité comparable au premier. La gravure est remarquable, bruit de surface négligeable, l'orchestre sonne bien, un peu trop même puisqu'il arrive parfois à couvrir totalement le pianiste.

Yuri Boukoff, dont j'ai déjà eu l'occasion de parler, est égal à lui-même. Or, c'est un grand pianiste qui n'a pas peur de se livrer au romantisme échevelé de la partition. Ce disque surclasse les versions existantes. C'est une très bonne idée de l'avoir complété avec trois extraits de la suite Les Saisons, du même auteur.

Le « Princes » n° 8 est un récital Teresa Stich-Randall consacré à Mozart, Haendel, Schubert. Bon choix d'œuvres religieuses.

La voix d'or de Teresa est parfaitement accompagnée par Karl Ristenpart et l'orchestre de la Sarre.

Je me suis laissé dire que le n° 9 serait comme le 7 tout à fait dans l'esprit « club ». Nous verrons.

Pierre Bourgeois.

Théâtre

« Comment va le monde, môssieu ?

— Il tourne, môssieu ! »

P'OUR avoir vérifié la manière dont les déclarations « avant-première » d'un metteur en scène influençaient l'accueil de la critique lors de la présentation ; pour avoir vérifié aussi qu'en allant au spectacle, elle — la critique — venait retrouver une certaine image qu'elle s'était faite de l'auteur, des acteurs, du metteur en scène, sentiment à ne pas négliger pour le succès de l'entreprise, pour cela donc découvert, à travers la saison Planchon, à l'Odéon, je me suis rendu vierge de toute prévention au théâtre de l'Ambigu voir Comment va le monde, môssieu ? — Il tourne, môssieu !

L'argument tient en peu de mots. Deux soldats, un Français, Hubert, un Américain, Job, fuient les camps de concentration allemands au crépuscule de la guerre. Longue aventure tendue, ponctuée des angoisses inévitables de la méfiance. Leurs rapports, fixés d'abord par les caractères acquis de civilisations diverses vont peu à peu se retenir, inventant à travers le poids de contraintes communément ressenties un nouvel état. L'ambiguïté appuyée de la liaison qui va se développer entre les deux hommes doit indiquer sur quoi l'auteur porte l'essentiel. L'humanité, l'humain opposés au totalitarisme, l'inhumain.

Symbolisme, lyrisme, Billeloux picrore partout sans se fixer pour étayer un propos diffus. Le résultat est un flot large, impétueux, anarchisant, d'un idéalisme lourd, une poésie quotidienne à l'envi. Pour mon goût : une pièce à rebrousse-poil, jouée efficacement par Jess Hahn, André Weber.

Je reprocherai le niveau où elle se situe, celui de la tripe. Oh ! de manière habile, car Billeloux est habile. Mais une tripe tour à tour saignante, propre, appétissante suivant les nécessités de la cuisine. Allez vérifier sur place.

Emile Copfermann.

Théâtre de l'Ambigu.

Variétés

MOULOU DJI PRODUCTEUR

Mouloudji, qui compose lui-même ses chansons, a décidé de produire lui-même ses disques. Son premier disque comporte quatre chansons : Le Déserteur, A Saint-Germain-des-Prés, Si je t'avais connue, Dame la Mort.

Ce disque sera vendu dans le commerce, par les disquaires, au prix d'un 45 tours normal, soit 9,80 francs.

Nous tenons à votre disposition ce disque au prix de 7 fr (+ 0 fr 65 pour la commande). S'adresser : 54, boulevard Garibaldi, Paris (XV<sup>e</sup>).

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre  
PRO. 63-40

Semaine du 25 au 31 mars

**TIREZ  
SUR LE PIANISTE**  
avec Charles AZNAVOUR

Au même programme :

**L'homme des  
Vallées perdues**  
en V.O.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin  
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 25 au 31 mars

**TRAIN DE NUIT**

Un film polonais

## POUR COMPRENDRE L'ALGERIE

- 1962 EVIAN
- 1963 Décrets du 22 mars sur l'autogestion
- 1964 Entrevue De Gaulle Ben Bella

**D**EUX ans après les accords d'Evian, le général de Gaulle et le président Ben Bella ont eu leur premier rendez-vous politique. Un rendez-vous souhaité depuis longtemps par le chef d'Etat algérien désireux même de recevoir à Alger le Président de la République française.

Ce voyage ne pouvant s'effectuer que dans plusieurs mois, le président Ben Bella a fait transmettre ces derniers jours un message personnel au général de Gaulle et M. Bouteflika, ministre des Affaires étrangères algériennes, M. de Broglie et M. Gorce mirent au point cette visite imprévue.

Ainsi eut lieu cette rencontre au sommet dont l'importance a été soulignée par tous les observateurs politiques. Importance pour de Gaulle, soucieux avant sa visite au Mexique de bien marquer le sens de ses rapports avec les pays du tiers monde, et plus spécialement avec celui qui hier se battit contre la France pour conquérir son indépendance. Importance pour Ben Bella et pour plusieurs raisons :

Sur le plan personnel tout d'abord, cette première entrevue de chef d'Etat à chef d'Etat satisfait la dignité de Ben Bella. L'ancien sous-officier de l'armée française n'a jamais oublié qu'il avait été un soldat de l'armée de la libération, un soldat de de Gaulle, et, comme tous les Algériens ayant défendu la France en cette circonstance, il est redevable envers de Gaulle d'un grand respect.

### L'interlocuteur officiel

Sur le plan politique, Ben Bella ne peut y trouver que des satisfactions. A la veille du congrès F.L.N., il rehausse son autorité, il assure sa représentativité, par rapport aux autres « historiques » de la Révolution, il s'affirme comme celui qui est considéré comme l'interlocuteur officiel du chef d'Etat français. Le congrès du F.L.N. sera marqué par cette entrevue. Elle assure une position de force à Ben Bella dans les divers arbitrages et compromis qu'il devra réaliser. Elle le fortifie dans sa position de leader.

Si de Gaulle a accepté d'aider Ben Bella, c'est parce qu'il connaît bien les sentiments de celui-ci à son égard. Ben Bella est gaulliste. La grande majorité du peuple algérien est gaulliste. Dans le sens de la confiance en l'homme et en une politique qu'ils jugent favorable à leur évolution. Quiconque connaît l'Algérie indépendante ne peut nier ce fait.

Je sais bien, pour la ressentir souvent, toute l'injustice que cela comporte. Mais les réactions de la gauche française ne sont pas celles des Algériens. C'est peut-être parce que les hommes de gauche ont plus que d'autres lutté pour l'indépendance algérienne, et parmi ceux-ci notre parti au tout premier rang, qu'existe une gêne dans les rapports actuels entre la gauche française qui a toujours été antigauilliste et le gouvernement algérien.

Mais il faut nous garder de dramatiser cette divergence.

Quand nous nous sommes battus pour que l'Algérie devienne indépendante, nous savions que notre action était désintéressée et que nous devrions ensuite nous garder de toute immixtion dans la politique algérienne.

Bien sûr, nous sommes attentifs à tout ce qui se passe en Algérie. C'est pourquoi nous nous méfions du « gauchisme » manifesté par nombre de nos amis d'hier qui, se voulant plus Algériens que les Algériens, continuent à inspirer un socialisme plus doctrinal que réaliste.

C'est pourquoi nous dénonçons l'action de certain parti qui, par ses officines commerciales, substitue aux structures capitalistes d'hier des intermédiaires nouveaux, étrange néo-capitalisme récupérateur de profits, maillon inutile et pernicieux dans la construction socialiste de l'économie algérienne.

C'est pourquoi aussi nous croyons que la bureaucratie algérienne, dénoncée avec juste raison par le bureau politique du F.L.N., a trouvé bien des appuis et des complicités parmi de nombreux « techniciens » de la coopération, plus enclins à compter leurs jours de présence en Algérie qu'à comprendre sa véritable situation économique et administrative.

### Un socialisme adapté à la réalité du pays

C'est pourquoi enfin, nous, socialistes, sommes conscients que la construction en Algérie d'un socialisme adapté à la réalité du pays engage la valeur de nos idéaux. Tout jugement rapide doit donc être écarté. Il nous faut comprendre les efforts faits jusqu'à ce jour par les travailleurs algériens, vraiment admirables, au cours de ces deux années d'indépendance. Et si tout n'est pas parfait, il nous faut le dire à nos amis algériens, même si, et je le sais personnellement, on en recueille souvent plus de réserves que de remerciements. Peu importe l'ire des incapables. Ce qui compte c'est que l'Algérie, tenant compte de sa propre personnalité, corrige là où il faut les erreurs pardonnables à sa jeune responsabilité et continue à construire avec ses masses ouvrières et paysannes une économie qui assure sa vitalité et confirme son indépendance. Rien ne se fera en Algérie qui n'aura l'acquiescement et la participation du peuple.

Alors même que beaucoup critiquaient les mesures « hâtives » des décrets de mars 1963 sur l'autogestion, nous avons dit que ce qui importait plus que les exégèses sur le « moment propice » c'était la manière dont cette autogestion se ferait. Et le gouvernement algérien doit être attentif en ce moment aux réactions de ses travailleurs. Il ne doit pas permettre les retards bureaucratiques qui pénalisent l'effort de ceux-ci. Il doit tenir compte de leurs expériences, comprendre leurs doléances, et ne pas tolérer que des querelles d'hommes ou des incapacités de responsables en fassent les « boucs émissaires » des erreurs compromises.

### Les amis fidèles du combat

Le rôle d'une gauche donneuse de conseils, raisonneuse, associée à la construction du socialisme en Algérie, contrefaçon de cette construction, n'a jamais été considéré par notre parti comme un salaire normalement dû. Nous nous sommes gardés de toute intervention. Nous sommes restés les amis fidèles du combat. Nous ne ferons connaître notre opinion critique que lorsque nos frères algériens accepteront de reprendre avec nous un dialogue qui ne pourra être que fructueux.

D'ici là, nous enregistrons les faits objectivement.

Pour les Algériens, l'indépendance, souvent discutée, pas toujours admise par des hommes d'Etat de la gauche française, leur a été accordée par de Gaulle. Bien souvent ils nous disent que ses contradictions n'auraient pas permis à la gauche de conclure la guerre d'Algérie. Et ils sentent bien que de Gaulle a été plus que tout autre hostile aux Français d'Algérie, plus sans doute que l'aurait été une politique de la gauche française. Bien entendu, nous pensons, nous, que si le fait de l'indépendance était admis il y avait d'autres moyens pour y parvenir que ceux choisis par de Gaulle. Et nous pensons encore que cette indépendance a été « lâchée » dans de mauvaises conditions par des gaullistes hier comploteurs et « Algérie française » à qui seule l'inconditionnalité a forcé la main.

Pour le gouvernement algérien responsable du sort de son peuple, le réalisme

politique veut que ses rapports avec le gouvernement français soient les meilleurs possibles.

Et l'interlocuteur, ce n'est pas la gauche, c'est de Gaulle.

Les Algériens savent également que celui-ci a toujours arbitré en leur faveur les différends surgis au cours des négociations bilatérales. Il est leur meilleur appui et de Broglie son fidèle exécutant. Que de Gaulle relâche son soutien et l'Assemblée nationale française aura une majorité pour refuser les crédits à l'Algérie, et la diplomatie de carrière submergera les bons offices de M. Gorce, et les conflits naitront, exploités par le capitalisme boiteux des sociétés pétrolières et, paradoxe, par les groupes politiques d'opposition à Ben Bella.

Et l'Algérie a besoin de l'aide financière française. A condition que celle-ci soit modifiée quant à sa forme.

C'est un fait que l'effort du gouvernement français est important, mais sa traduction effective dans l'économie algérienne n'est pas le reflet exact de son volume.

M. Boumaza a raison de noter que cette aide s'inscrivant dans le cadre du plan de Constantine reste pour la plus grande part attribuée à des industries et entreprises françaises travaillant en Algérie. Il est nécessaire que pour le prochain budget la coopération franco-algérienne s'établisse sur de nouvelles bases. Nous reviendrons sur ce problème dans un prochain article et nous insisterons particulièrement sur la forme que doivent prendre les accords commerciaux bilatéraux.

### Les rapports de deux gouvernements

Mais dès maintenant nous devons accepter et comprendre les rapports des deux gouvernements, même si cela choque nos convictions politiques de citoyens français engagés dans la lutte contre le Pouvoir gaulliste.

Nous pouvons certes regretter que même pour l'ambassadeur d'Algérie en France (comme pour M. Vinogradov, ambassadeur d'U.R.S.S.), il soit plus important d'entretenir de bons rapports avec le Pouvoir et ses amis qu'avec les partis fidèles d'hier et leurs militants. L'association « France-Algérie » de MM. Michel et Capitant lui apparaissant plus représentative que l'« A.S.F.A. » (Association de solidarité franco-algérienne) où nous représentons notre parti aux côtés de ceux qui hier luttèrent avec nous, mais qui sont pour le moment éloignés du pouvoir politique.

Ne nous en formalisons pas trop. Essayons de comprendre et restons de fidèles amis. Il y aura des lendemains à cette période transitoire.

Un jour la France n'aura plus besoin de la base atomique de Reggane, un jour le partage du pétrole et du gaz naturel ne donnera à la France que sa juste part dans une répartition plus proche des intérêts algériens que de celui du capitalisme international, un jour d'autres péripéties amèneront de Gaulle à changer d'optique, ou bien même un jour de Gaulle aura quitté le pouvoir et, derrière lui, ceux qui ne sont rien par eux-mêmes redeviendront ce qu'ils sont en réalité, les éléments réactionnaires d'un néo-capitalisme qui aura échoué.

Alors se redéfiniront des nouveaux rapports de peuple à peuple. Sur d'autres bases. Plus sereines, plus dignes, plus respectables. Il se peut que des difficultés nouvelles soient à surmonter et qu'un nouveau contentieux, d'esprit socialiste celui-ci, soit à régler.

A ce moment-là, espérons que la gauche française aura abouti à la création d'un Front socialiste et qu'elle n'aura pas oublié dans la recherche d'une alternative socialiste au gaullisme, de résoudre les problèmes de ses rapports avec les pays d'Afrique, et plus particulièrement avec l'Algérie.

Harris PUISAIS,  
membre du Bureau national du P.S.U.